

## Halloween

Un conte macabre imaginé par François Lévesque

Page F 1



## Autochtones

Le Québec passe de la crise à la prise de conscience

Pages A 3 et B 1

www.ledevoir.com

# LE DEVOIR

Vol. CVI N° 247

LE DEVOIR, LES SAMEDI 31 OCTOBRE ET DIMANCHE 1<sup>ER</sup> NOVEMBRE 2015

2,83 \$ + TAXES = 3,25 \$

COMMISSION SCOLAIRE

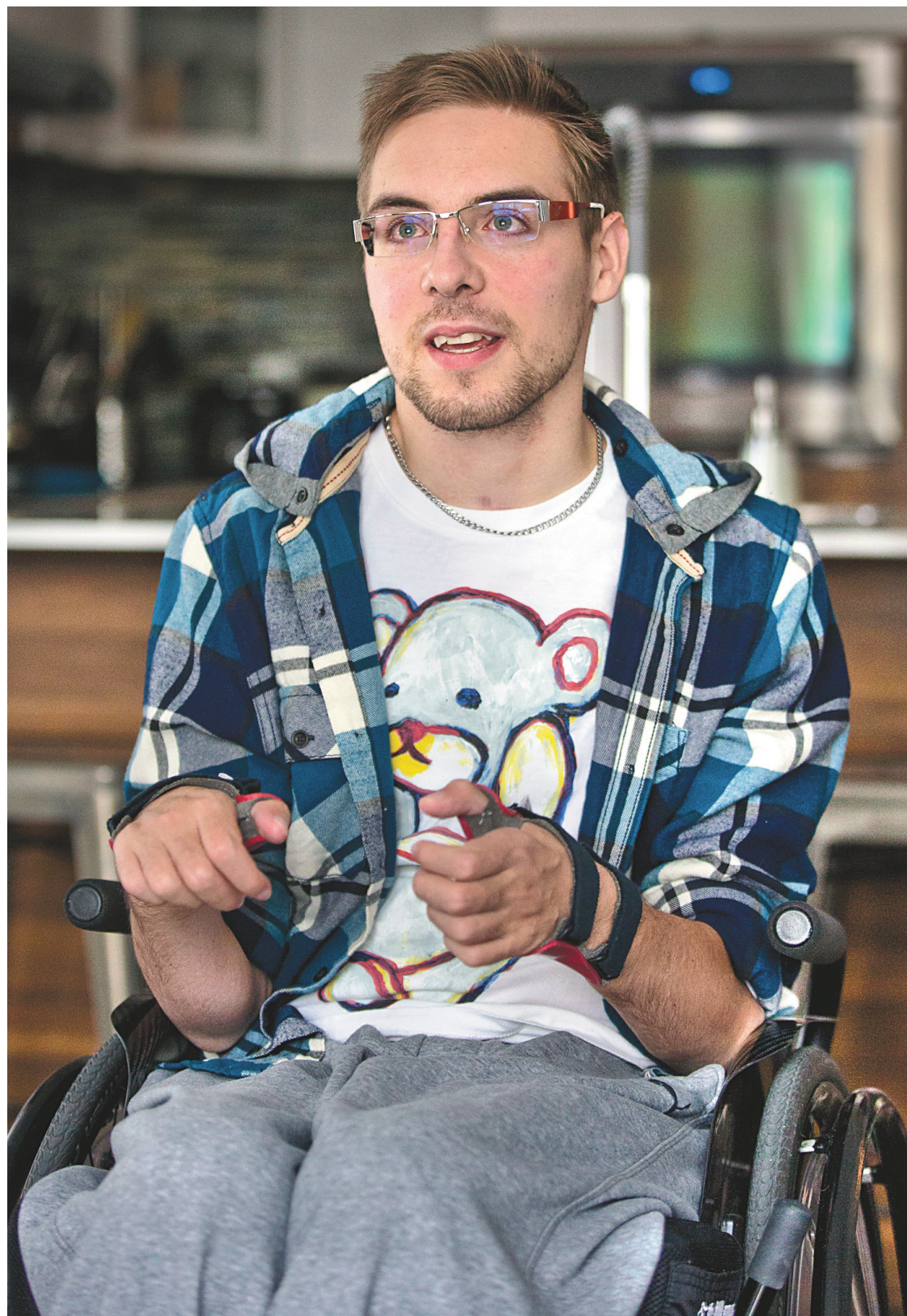
## Laval utilise ses petits monstres pour renflouer ses coffres

PHILIPPE ORFALI

Les citoyens de Laval pourraient sursauter samedi en voyant de petits vampires, sorcières et fantômes cogner à leur porte. Pas en raison de leurs déguisements à glacer le sang, mais plutôt à cause de ce qu'ils auront suspendu à leur cou : une tirelire de la Commission scolaire de Laval afin de l'aider à financer ses activités.

Désemparée devant l'ampleur des compressions budgétaires qui lui sont imposées, la Commission scolaire de Laval (CSDL) sollicite désormais les donateurs de bonbons comme le faisait jusqu'à récemment l'UNICEF avec ses célèbres boîtes-tirelire orange et noir, grâce auxquelles l'organisme international parvenait à fournir médicaments, eau propre, éducation et aide d'urgence aux

VOIR PAGE A 10 : MONSTRES



JACQUES NADEAU LE DEVOIR

En février 2013, à l'âge de 23 ans, l'artiste de cirque Maxime Girard a subi une grave fracture du cou.

## Marcher sur un fil, pour le reste de sa vie

Devenu tétraplégique, un artiste de cirque veut aider les victimes de blessures à la moelle épinière

ISABELLE PARÉ

Pour le reste de ses jours, Maxime sait qu'il marchera désormais sur un fil de fer invisible qui sépare le désir de vivre de celui de mourir. Une ligne fragile, ponctuée de miettes d'espoir et de patience auxquelles il s'agrippe comme un funambule déboussolé. Mais il n'y a plus personne dans les gradins pour applaudir la performance quotidienne de sa propre survie, comme lorsqu'il multipliait saltos et vrilles sous les projecteurs, 30 pieds au-dessus du sol.

En février 2013, à l'âge de 23 ans, l'artiste de cirque Maxime Girard a subi une grave frac-

ture du cou, qui l'a laissé tétraplégique. Pour ce grand gaillard de 5 pieds 11 pouces, ce pan de muscles formé à l'École nationale de cirque, côtoyer l'extrême, c'était de la petite bière.

C'est ce qu'il croyait, jusqu'à ce que sa vie bascule violemment. Aujourd'hui, chaque jour passé dans sa peau de tétraplégique lui confirme que la survie est un numéro de haute voltige, le plus éprouvant qu'il ait connu. Sortir de son lit, boire un verre d'eau, assister au film de la vie des autres quand la sienne semble s'être arrêtée en plein vol... Vivre est devenu un sport extrême. Pas une journée ne passe

VOIR PAGE A 10 : FIL

RECONSTRUIRE LE CANADA

## Ramener la démocratie à Ottawa

Un coup de barre s'impose dans la gouvernance, affirme Jean Charest

MARCO FORTIER

Des députés « désabusés », une fonction publique laissée à l'abandon, des institutions démocratiques à « redémarrer » : après neuf années de gouvernement Harper, un changement de culture s'impose à Ottawa, affirme un groupe d'experts dont fait partie l'ancien premier ministre Jean Charest.

Ce groupe « d'éminents Canadiens », mandaté par le Forum des politiques publiques, recommande un important coup de barre dans l'exercice du pouvoir au Canada. Les recommandations valent pour tous les niveaux de gouvernement — et le rapport est non partisan —, mais la fin du règne conservateur à Ottawa marque l'occasion de prendre un virage démocratique, affirme Jean Charest en entrevue au *Devoir*.

« Sous le gouvernement Harper, ça a été une centralisation comme on n'en a jamais vu auparavant. Ça l'était déjà, mais il faut dire qu'au Canada, on a battu des records », dit l'ex-premier ministre du Québec en entrevue au téléphone.

Sans jamais nommer le gouvernement Harper, le rapport de 20 pages critique durement le bilan conservateur. En entrevue, Jean Charest adopte le même ton non partisan, mais évoque sans détour de nécessaires changements dans la gouvernance à Ottawa. Il faut redonner la parole aux députés, qui se considèrent parfois eux-mêmes comme des plantes vertes. Il faut renforcer les comités parlementaires, devenus des instruments partisans. Et il faut décentraliser le pouvoir, qui s'est retrouvé entre les mains du premier ministre.

Électoratisme perpétuel

« Au Canada, l'émergence d'un électoratisme incessant, dans le style de celui pratiqué aux États-Unis, a indubitablement contribué à saper les principes de gouvernance sains et la

VOIR PAGE A 10 : CANADA

Dossier

**Immigration :** des lois modifiables, mais des vies bouleversées.

**Affaires étrangères :** redevenir l'ami de ses alliés.

**Justice :** un code criminel à remodeler.

**Science :** reprendre ses lettres de noblesse.

**Environnement :** assurer la protection des milieux naturels.

**Assurance-emploi :** la réforme de la réforme.

**Culture :** un changement de décor comme une bouffée d'air. Pages A 4, A 5 et A 6

## AUJOURD'HUI



**Plaisir** › **Émilie Folie-Boivin** fait du tourisme de quartier à Toronto. **Page D 1**

**Livres** › **Les derniers mots d'Henning Mankell** pour la première fois en français. **Page F 4**

**À vos montres!** › **Le passage à l'heure normale aura lieu à 2 h dans la nuit de samedi à dimanche.** Reculez horloges et coucou en lisant la chronique d'Éric Desrosiers. **Page B 2**



Avis légaux..... C 6  
Météo..... C 2  
Décès..... C 7  
Mots croisés..... D 5  
Petites annonces..... D 7  
Sudoku..... D 5

FIGURES MARQUANTES de notre histoire

Bibliothèque et Archives nationales Québec

La Fondation LIONEL-GROULX

QUÉBEC

MA tv

## Irma LeVasseur et les premières femmes médecins

Invitée: **Pauline Gill**, romancière   Animateur: **Éric Bédard**, historien

Auditorium de la Grande Bibliothèque, 3 novembre 2015, 19h



## FRONT COMMUN

## Québec présentera une nouvelle offre au secteur public

Québec s'apprête à présenter une nouvelle offre au secteur public, au terme de la première semaine des grèves tournantes. Le président du Conseil du trésor, Martin Coiteux, a fait savoir vendredi que le gouvernement modifiera ses propositions.

Rappelons que les syndicats du secteur public se plaignent du peu de progrès aux tables de négociation depuis un an et du manque d'ouverture du gouvernement. Pas plus tard que jeudi, les organisations syndicales réclamaient la bonification des offres, qu'elles trouvaient «*indécentes*».

Vendredi, M. Coiteux a d'abord déploré les arrêts de travail de cette semaine à la grandeur du Québec, tout en minimisant leurs conséquences. «*Bien qu'il y ait eu des débrayages que je considère comme regrettables, il y a eu du travail qui s'est fait aux tables de négociation même*

*cette semaine, donc on avance*», a-t-il déclaré, en marge d'une conférence de presse à Québec sur un autre sujet.

Et du même souffle, le président du Conseil du trésor a ouvert son jeu, lui qui est demeuré inflexible sur les offres globales du gouvernement depuis novembre l'an dernier. Il juge opportun maintenant de faire un pas en avant et d'envoyer un signal à ses vis-à-vis, sans détailler précisément ce qui serait déposé comme proposition. «*On s'approche du moment où, effectivement, on pense être en mesure de renouveler, d'actualiser notre offre pour en arriver à un règlement négocié*», a-t-il dit.

Il a néanmoins réitéré que l'offre globale actuelle «*permet d'avancer*» tout en restant dans le cadre financier que s'est fixé le gouvernement, c'est-à-dire l'atteinte de l'équilibre budgétaire en 2015-2016,

et aucun fardeau supplémentaire pour les contribuables.

## Clarifications

En début de soirée vendredi, le Conseil du trésor a tout de même tenu à clarifier sa position: pas question de renoncer aux grandes lignes de ce qui a été énoncé jusqu'à maintenant et de tout jeter ce qui a été proposé. «*On ne fera pas table rase*», a expliqué la porte-parole de Martin Coiteux, Marie-Eve Labranche.

Les premiers échos du front commun intersyndical à propos des ouvertures de M. Coiteux sont positifs. Le président de la Confédération des syndicats nationaux (CSN), Jacques Létourneau, y voit une lueur d'espoir. «*C'est une bonne nouvelle, mais évidemment, il faudra voir ce que le gouvernement entend par nouvelle offre.*»

La Presse canadienne

## La CRT ordonne aux infirmières de porter leur carte d'identité

Les infirmières, qui n'ont pas fait la grève comme les autres employés du secteur public et qui avaient plutôt décidé de recourir à des moyens de pression plus légers, viennent de se voir interdire l'exercice de certains de ces moyens par le tribunal.

Dans une décision obtenue par La Presse canadienne, la Commission des relations du travail donne raison au Centre intégré de santé et de services sociaux des Laurentides, qui s'était plaint du fait que les infirmières refusaient de porter leur carte d'identité à titre de moyen de pression. Elles portaient également un pantalon de yoga ou un jean, avec le haut de leur uniforme.

Ce moyen de pression avait justement été choisi par la Fédération interprofessionnelle de la santé (FIQ), le principal regroupement de syndicats d'infirmières au Québec, parce qu'il était plus léger qu'une grève.

Or, la Commission des relations du travail vient de juger que le refus de porter la carte d'identité risque de mettre en péril la sécurité des patients et de nuire à un service auquel la population a droit.

«*Le non-port de la carte d'identité est susceptible de mettre en danger la sécurité des patients et est conséquemment susceptible de causer préjudice au service auquel la population a droit*», écrit la juge administrative dans sa décision.

## MANDAT DU BEI

## Les allégations d'agressions sexuelles doivent être incluses, dit Couillard

ALEXANDRE ROBILLARD  
à Chicago

Les allégations d'agressions sexuelles concernant des agents de la Sûreté du Québec de Val-d'Or démontrent la nécessité d'élargir le mandat du bureau qui sera chargé d'enquêter sur les incidents dans lesquels des policiers ont joué un rôle, a déclaré vendredi le premier ministre Philippe Couillard.

M. Couillard a affirmé qu'il est nécessaire d'ajouter les allégations d'agressions sexuelles au nombre des situations qui seront confiées au Bureau des enquêtes indépendantes (BEI).

Le BEI commencera ses activités en avril prochain, ce qui laisse le temps de déterminer de quelle façon procéder pour élargir son mandat, a expliqué en point de presse le premier ministre.

En juillet dernier, la ministre de la Sécurité publique, Lise Thériault, qui a demandé à être relevée temporairement de ses fonctions jeudi, avait déposé un projet de règlement établissant les modalités d'enquête du BEI.

Le cabinet de M<sup>me</sup> Thériault a indiqué vendredi que le texte n'a pas encore été adopté, malgré la fin de la période de consultation de 45 jours qui a suivi son dépôt.

## Définition restrictive

En août dernier, la Commission des droits de la personne et des droits de la jeunesse (CDPDJ) avait jugé que la définition de blessure grave, dans le projet de règlement, était trop restrictive.

Les partis de l'opposition ont réclamé cette semaine que le gouvernement confie au BEI l'enquête sur les allégations de femmes autochtones qui disent avoir été agressées par des agents de la SQ du poste de Val-d'Or.

Mais selon la formulation actuelle du projet de règlement, leur situation n'aurait pas permis de confier au BEI le dossier.



JACQUES BOISSINOT LA PRESSE CANADIENNE

Philippe Couillard a assuré qu'un changement tenant compte de la recommandation de la CDPDJ était possible.

En marge d'une mission à Chicago, M. Couillard a assuré qu'un changement tenant compte de la recommandation de la CDPDJ, notamment concernant les allégations d'agressions sexuelles, était possible. «*Ça me paraît correct et logique*», a-t-il dit. «*On va regarder cette question-là. Est-ce que ça prend un changement législatif, un changement réglementaire? C'est clair que les malversations de toutes sortes doivent être couvertes, et notamment celles-là.*»

M. Couillard n'a pas été en mesure d'expliquer pourquoi les allégations d'agressions sexuelles par des policiers n'étaient pas prévues dans le mandat du BEI. «*C'est clair qu'on veut que les personnes qui s'estiment lésées, de toute façon que ce soit, et particulièrement de cette façon-là [qu'elles] puissent avoir les recours nécessaires, en toute indépendance*», a-t-il dit. «*On va certainement voir pourquoi ça a été le cas en juillet et s'il y a une correction à faire, on la fera également.*»

La Presse canadienne

## Du changement autour de Mulcair

L'ex-député Paul Dewar a été nommé vendredi comme conseiller principal à la transition. Il aura le mandat de conseiller le chef Thomas Mulcair sur la réorganisation du personnel — le NPD devra revoir ses effectifs à la baisse —, la formation du cabinet fantôme et «*la voie à suivre pour l'avenir du NPD*», a indiqué le parti dans un communiqué.

M. Mulcair aura aussi un nouveau chef de cabinet (Steve Moran), puisque l'actuel titulaire du poste, Alain Gaul, a choisi de reprendre son métier d'avocat à Montréal. M. Gaul avait été nommé au début de l'année, et il demeurera conseiller spécial du

chef pour quelques mois. Jordan Leichnetz, qui était directrice adjointe de la recherche politique et de la gestion des enjeux au bureau de Thomas Mulcair, deviendra pour sa part chef de cabinet adjointe.

Le Devoir

## L'UQ va conserver son siège social, dit le ministre Blais

Québec — Le ministre de l'Éducation, François Blais, renonce à l'idée d'abolir le siège social de l'Université du Québec, qui a pignon sur rue à Québec. En marge d'une interpellation en Chambre sur l'éducation, vendredi, le ministre a mis un terme aux rumeurs voulant qu'il s'apprête à

mettre la clé sous la porte du siège social du réseau des universités du Québec. Le but aurait été de laisser plus de marge de manœuvre et d'autonomie aux constituantes en région. Cependant, le ministre Blais a dit qu'il souhaitait éliminer les doublons administratifs constatés entre le siège social et les différentes composantes du réseau. Questionné par le porte-parole péquiste en éducation, le député Alexandre Cloutier, le ministre Blais a dit que son objectif consistait à renforcer le réseau universitaire régional, et non à l'affaiblir. A propos de l'abolition envisagée du siège social, le ministre s'est fait rassurant pour affirmer qu'il n'était «*pas du tout dans cette voie-là pour le moment*».

La Presse canadienne

ENDIRECT DELA GLACE



TOUR DES  
CANADIENS  
CONDOMINIUMS

PHASE 2  
DES CONDOS

DU PROJET QUAD WINDSOR DE 2  
MILLIARDS DE DOLLARS AU CENTRE-VILLE

À PARTIR DE MOINS DE 200 000 \$



Concept d'artistes. Le logo des Canadiens de Montréal sera positionné sur les côtés de la Tour des Canadiens phase 2. Les prix et spécifications techniques peuvent changer. SEQ

À VENIR BIENTÔT!

EN NOVEMBRE

INSCRIVEZ-VOUS À [TOURDESCANADIENS.COM](http://TOURDESCANADIENS.COM)



SPORT CULTURE DIVERTISSEMENT MAGASINS PARCS



# ACTUALITÉS

## FEMMES AUTOCHTONES

### L'institution d'une déshumanisation

JEAN-FRANÇOIS NADEAU

« Quand un autochtone a des ennuis, la dernière personne qu'il va voir pour chercher de l'aide est la police. Au temps des pensionnats, c'est la police qui venait chercher les enfants pour les emporter. » On n'imagine pas l'empreinte profonde et tragique de cette mémoire souterraine qui rejaille sans cesse et de multiples façons à la conscience d'un autochtone, estime Melissa Mollen Dupuis, cofondatrice du chapitre québécois d'Idle No More.

Comment chercher de l'aide aujourd'hui? Les services courants offerts à la population apparaissent mal adaptés pour les autochtones. « Au Canada, il existe 44 foyers pour femmes autochtones victimes de violences pour 632 communautés », affirme Melissa Mollen Dupuis pour donner un aperçu du gouffre entre l'offre et les besoins.

Melissa Mollen Dupuis a grandi à Mingan, sur la Côte-Nord. Elle est d'origine innue. « L'effet de surprise de beaucoup de Québécois devant cette histoire en dit long. Ça fait une dizaine d'années qu'on en parle. » Des centaines de femmes autochtones sont disparues et il a fallu des livres et des pressions multiples pour qu'on finisse par en parler. « Pourtant, des années plus tard, on parle toujours du cas de Cédrika Provencher. Je ne dis pas que ce n'est pas bien, au contraire, seulement que cela montre la différence entre être une jeune femme autochtone et une jeune Québécoise. »

#### La responsabilité

Widia Larivière a 31 ans. D'origine algonquienne, elle est l'autre cofondatrice de la section québécoise d'Idle No More. Elle est aussi active dans l'association Femmes autochtones du Québec. « Tout le monde a sa part de responsabilité dans le racisme systémique dont sont victimes les autochtones. J'espère que cette histoire de Val-d'Or ne sera pas seulement un buzz médiatique de quelques jours. »



Sous des fumées de sauge, pancartes de femmes disparues ou assassinées s'agitant, plusieurs centaines de personnes ont tenu vigile jeudi soir, faisant déborder l'esplanade de la Place des Arts.

quelques jours. La surprise, pour nous, n'est pas de voir qu'une chose pareille éclate, mais que ça ait pris autant de temps pour que cela prenne une place dans le débat public. »

Le bénéfice de cette sortie publique de femmes de Val-d'Or? « Les gens en parlent maintenant dans leur cuisine, leur salon, dans le métro. Cette discussion amène déjà un changement. Mais la première chose qui a été faite a été de discréditer les femmes. Ça montre le degré de déshumanisation où on est rendu. C'est bien pour quoi il faudrait une commission d'enquête nationale. Il faut comprendre comment on peut remédier à cette situation. »

Pour Melissa Mollen Dupuis, les problèmes remontent à une destruction du tissu familial autochtone, notamment au temps des pensionnats. « Il existe une continuité entre la discrimination institutionnalisée et la déshumanisation aujourd'hui. »

#### L'identité

D'origine abénaquise, Annie O'Bomsawin-Bégin, professeure de philosophie au cégep de Saint-Jérôme, avoue un profond malaise. « Les femmes autochtones ont tellement subi de violences. Ça fait tellement partie de leur réalité qu'il m'est arrivé soudain de ne pas me sentir autochtone parce que je n'avais pas vécu des choses pareilles. Comment la violence peut-elle en arriver à faire partie de l'identité? »

Il faut reconnaître les faits, dit-elle. « La colonisation et les lois canadiennes ont détruit les structures sociales. L'organisation politique a été changée. On a enlevé des droits aux femmes. La transmission ne se faisait plus que par le nom des hommes. Et les hommes ont pris ce qui restait, simple question de survie. »

#### La parole

Pour la poète innue Natasha Kanapé Fontaine, 24 ans, l'ennui avec toute cette histoire est qu'on se contente de regarder les choses en surface. « On est incapable encore de dire ce que sont les conséquences de la colonisation. C'est comme d'habitude: on rapporte des événements, on les critique, mais on ne nomme pas les causes. »

Selon la vieille Loi sur les Indiens, observe l'écrivaine, les autochtones ne sont pas des citoyens canadiens. « Il y a quelque chose là-dedans à la base de la perception qu'on se fait des autochtones. Comment s'imaginer des gens qui n'existent pas? Moi, jusqu'à 16 ans, je pensais que je n'existais pas, que les autochtones n'existent pas. »

Elle trouve regrettable que si peu d'autochtones soient appelés à parler aux médias. « Quand va-t-on arrêter de réfléchir à leur place? Il faut pousser à parler, à écrire, à prendre la parole. Avant, la maîtrise de la langue française nécessaire pour intervenir n'était pas acquise. Là, ça change. »

« Au moins, avec une histoire comme celle de Val-d'Or, on prête désormais plus attention à ce que les femmes disent », estime Annie O'Bomsawin-Bégin, qui affirme par ailleurs avoir espoir désormais dans la jeune génération de femmes. « Nous avons maintenant des diplômés. Nous avons des formations. On investit les réseaux publics, les colloques. On voit que certaines osent maintenant s'exprimer. Ça va continuer. Dès lors qu'on parle, ce n'est pas mort. Il y a un espoir. »

Le Devoir

### Citoyennes de troisième zone

SARAH R. CHAMPAGNE

Tous les indicateurs le confirment: les femmes autochtones sont trois à quatre fois plus susceptibles que les autres femmes de subir de la violence, physique ou sexuelle, ou d'être assassinées. Et pendant que l'on cherche les coupables de cas précis qui ont réveillé l'opinion publique, les causes plus profondes de cette détresse refont aussi surface. Le sous-financement des programmes sociaux et la discrimination systémique, deux questions liées, figurent au banc des accusés.

Ghislain Picard, grand chef de l'Assemblée des Premières Nations du Québec et du Labrador, l'a admis sans équivoque lors de sa sortie de mardi: « On reconnaît que le climat social au sein de nos communautés est loin de refléter l'idéal, mais on n'a pas les ressources nécessaires pour procéder à ce vaste chantier. »

Pour Stéphane Grenier, le sous-financement des programmes sociaux dans les communautés autochtones est une évidence. Ce professeur de travail social à l'UQAT a une expérience terrain de la réalité autochtone, notamment à travers le refuge La Piaule de Val-d'Or.

Le chercheur raconte que, pour une étude en travail social, il a tenté de trouver des jeunes Algonquins d'environ 16 ou 17 ans qui n'auraient jamais été placés en foyer d'accueil par la Direction de la protection de la jeunesse (DPJ). « On n'en a pas trouvé. » Il y a selon ses données aujourd'hui plus d'autochtones placés hors des communautés qu'au temps des pensionnats.

Le rapport avec les femmes autochtones? Les conditions de vie et « le faible capital social » des communautés créent des terrains fertiles à la violence ou rendent très difficile de s'extirper de situations périlleuses. « Une discrimination structurelle », dit Stéphane Grenier, à cause du sous-financement des services, qui entrecroise une potentielle « discrimination systémique ».

La question de la pénurie de logements dans les réserves a par exemple une incidence sur

la dénonciation de la violence conjugale par les femmes autochtones. Celles-ci n'étant pas assujetties au droit de la famille québécois, elles n'ont pas de protection juridique pour obtenir l'usage exclusif du lieu de résidence en cas de séparation. Elles sont donc placées devant un dilemme, car dénoncer de la violence conjugale peut signifier devoir quitter la communauté, faute d'un autre logement disponible.

Si la Commission de la protection des droits de la personne et des droits de la jeunesse (CDPJ) n'a pas statué sur la question précise du groupe des femmes autochtones, Renée Dupuis, l'une de

Il y a, selon le professeur Stéphane Grenier, plus d'autochtones placés hors des communautés aujourd'hui qu'au temps des pensionnats

ses vice-présidentes, explique que la discrimination systémique est « la somme des effets d'exclusion disproportionnés qui résultent de préjugés ou stéréotypes, mais aussi de politiques et de pratiques ». Le racisme et le sexisme s'insinuent dans les institutions, même dans des normes en apparence neutres.

Une cause a d'ailleurs été portée devant l'équivalent fédéral de la CDPJ, sur le sous-financement des services de protection de la jeunesse. C'est donc dire que les instances chargées de faire respecter l'égalité entre tous se préoccupent du sort des femmes autochtones.

Autre signe que des amendements législatifs restent à entreprendre, la Cour supérieure du Québec a reconnu en août dernier que la discrimination fondée sur le sexe persiste pour les femmes autochtones et leurs descendants en quête d'un statut. Avant 1985, elles perdaient carrément leur statut lorsque mariées à un non-autochtone. Malgré des modifications subséquentes, les zones d'ombre subsistant faisaient en sorte que de mariage mixte en mariage mixte, le statut se « diluait » plus rapidement pour la descendance de femmes avec le statut d'Indiennes.

Le Devoir

« Tout le monde a sa part de responsabilité dans le racisme systémique dont sont victimes les autochtones. J'espère que cette histoire de Val-d'Or ne sera pas seulement un buzz médiatique de quelques jours. »

Widia Larivière, cofondatrice de la section québécoise d'Idle No More



Congédié?

Voyez  
**François Gendron**  
avocat  
LL.L., M.A., Ph.D.

Vieux Montréal 514-845-5545

Papeterie  
**Casse - Noisette**

Nous tenons en inventaire agendas, papiers Lalo, papier St-Gilles, cartes, plumes et stylos, albums de photos, articles de bureau, sceaux, cires à cacheter.

445, rue St-Sulpice, Vieux-Montréal Téléphone : 514 845-4980

Heures d'ouverture :  
du lundi au vendredi de 10 h 00 à 18 h 00  
les samedis et dimanches de 10 h 00 à 16 h 30



## ABAT-JOUR ILLIMITÉS

L A M P S H A D E S

OBTENEZ  
**20%** de rabais sur TOUS nos abat-jour et **40%** de rabais sur TOUS nos pieds de lampes

Présentez ce coupon au moment de l'achat. Excluant les commandes. Aucun ajustement de prix sur les commandes ou achats antérieurs. Valable du 31 octobre au 30 janvier 2016.

- Plus de 5,000 abat-jour en magasin.
- Le plus grand choix au Canada.
- Service de recouvrement sur mesure.
- Apportez votre pied de lampe pour un ajustement parfait.

Montréal : 4875, Jean-Talton Ouest • (514) 344-8555 • 1 (866) 747-8555  
Laval : 2267, boul. Le Corbusier • (450) 682-8280  
[www.abatjourillimites.ca](http://www.abatjourillimites.ca)

**PRIX D'EXCELLENCE EN ARCHITECTURE 2015**

ORDRE DES ARCHITECTES DU QUÉBEC

**PRIX DU PUBLIC**

VOTEZ EN LIGNE POUR VOTRE PROJET PRÉFÉRÉ!

[oaq.com/pea](http://oaq.com/pea)

JUSQU'AU 18 NOVEMBRE

COUREZ LA CHANCE DE GAGNER un forfait pour deux personnes d'une valeur de 400 \$ à LaSource Bains Nordiques (Rawdon)

Le prix du public est présenté par **BSDQ**

Commanditaire principal des Prix d'excellence

Programme d'assurances **TD**

**MARATHON D'ARCHITECTURE**  
Votez éclairé: assistez aux présentations des architectes qui ont conçu les projets en compétition.

À Montréal  
4 novembre  
Grande bibliothèque  
17 h 30

**INSCRIPTION GRATUITE**  
[oaq.com/pea](http://oaq.com/pea)

# RECONSTRUIRE LE CANADA



JACQUES NADEAU LE DEVOIR

Justin Trudeau a été élu sur la promesse de défaire une série de décisions tombées sous le règne conservateur. Justice, règles parlementaires, programmes sociaux: les libéraux peuvent-ils réellement renverser la vapeur? Y a-t-il des retours en arrière impossibles? Zoom sur un changement de culture à Ottawa.

## IMMIGRATION

### Des lois modifiables, mais des vies bouleversées

MARIE VASTEL  
Correspondante parlementaire à Ottawa

Les changements législatifs et politiques qui ont transformé le système d'immigration canadien depuis dix ans pourront facilement être corrigés. Suffit que les libéraux en aient la volonté. Mais les immigrants et les réfugiés qui ont été expulsés ou rejetés avant même d'entrer au pays ne pourront pas, eux, effacer les dernières années. Les réformes conservatrices auront détruit leur vie.



JACQUES NADEAU LE DEVOIR

Avant même que le Parlement ne reprenne ses activités, le nouveau gouvernement peut annuler, comme promis, une série de mesures conservatrices en matière d'immigration.

ment des soins de santé des réfugiés. En outre, les libéraux pourraient, s'ils le souhaitent, prolonger les délais de demande de divers réfugiés et rétablir leur recours à un appel.

Puis, à plus long terme, bonifier le nombre de réfugiés accueillis par Ottawa et abroger la loi conservatrice qui envoie en détention tout migrant arrivant de façon «irrégulière» au pays. «Il n'y a rien, dans ce

responsable de cet accueil, prévient l'avocat.

Autre séquelle conservatrice, la «diffamation» à l'endroit des réfugiés. «Il y a eu une campagne concertée pour miner la perception que se fait le public des réfugiés. Ce sera difficile à récupérer», croit M. Showler.

«Il y a eu un changement de ton et d'attitude», souligne l'avocat en droit des réfugiés, qui souhaite «un meilleur équilibre entre compassion et répression. La mentalité s'est ancrée dans le système au fil des ans. S'ils veulent rééquilibrer tout ça, il va falloir un message très fort du leadership, au sommet».

qu'ont fait les conservateurs, qui ne peut pas être défait, confirme Lorne Waldman. La question est de voir jusqu'où [les libéraux] sont prêts à aller. [...] Il y a eu un changement de ton et d'attitude», souligne l'avocat en droit des réfugiés, qui souhaite «un meilleur équilibre entre compassion et répression. La mentalité s'est ancrée dans le système au fil des ans. S'ils veulent rééquilibrer tout ça, il va falloir un message très fort du leadership, au sommet».

Les conservateurs ont réduit les effectifs à Immigration Canada et les ont bonifiés à l'Agence des services frontaliers — devenue une «machine à expulsion», illustre M<sup>me</sup> Waldman. Outre une nouvelle philosophie de l'immigration canadienne, «il va y avoir un manque de ressources» au ministère res-

fugiés. C'est difficile pour les gens de se sentir les bienvenus dans une société s'ils sont toujours confrontés à des messages qui remettent en question leur honnêteté, le bien-fondé de leur demande, qui suggèrent qu'il y a un lien entre immigrants et fraudeurs ou criminels. [...] Ca encourage les tendances xénophobes et racistes au Canada.»

M<sup>me</sup> Dench et M. Showler ont cependant été rassurés par le changement de ton adopté par Justin Trudeau en campagne électorale. La réconciliation est déjà entamée, selon eux. La preuve, note M. Showler, les communautés immigrantes ont délaissé les conservateurs pour se ranger en grand nombre derrière les libéraux cette fois-ci.

Le Devoir

## AFFAIRES ÉTRANGÈRES

### Redevenir l'ami de ses alliés

MARIE VASTEL  
Correspondante parlementaire à Ottawa

«Nous sommes de retour», annonçait Justin Trudeau à la communauté internationale dès le lendemain de sa victoire électorale. Terminé, le Canada qui boude les Nations unies. Fini aussi, l'abandon de ses missions de paix. Mais dix années de relations acrimonieuses et de critiques acerbes à l'endroit de l'ONU seront-elles aussi rapidement oubliées?

Les alliés pardonneront-ils si facilement au Canada, alors qu'il se prépare du même coup à abandonner la coalition qui bombarde l'État islamique au Moyen-Orient? Des experts en affaires étrangères croient que oui, mais il faudra du temps. Et des gestes concrets pour montrer que le Canada, avec Justin Trudeau, va changer.

«C'est sûr qu'il y a de gros dommages. [...] Dix ans, ça ne se défait pas du jour au lendemain», prévient le politologue Charles-Philippe David. Mais si l'on se fie à la métamorphose quasi instantanée de la réputation des États-Unis lorsque Barack Obama a succédé à George W. Bush, l'image du Canada pourrait être promptement corrigée.

«Les États ont une grande capacité à oublier les choses, consent son collègue Jocelyn Coulon, du CERUM. On est ici dans des relations où il n'y a pas de sentiments. Tout le monde regrette l'intérêt. Et l'intérêt, c'est de voir le Canada revenir au sein des institutions multilatérales.» Car le gouvernement canadien a beaucoup à offrir: diplomatie, participation aux missions de paix onusiennes.

En rapatriant ses avions de chasse d'Irak et de Syrie, Justin Trudeau pourrait très bien annoncer en contrepartie l'envoi de soldats canadiens ailleurs — comme Jean Chrétien qui, en refusant d'aller en Irak en 2003, a déployé des troupes en Afghanistan. M. David doute aussi que le départ des six avions de chasse canadiens froisse outre mesure les alliés, d'autant plus que le rôle du Canada était «marginal» (un peu plus de 2% des frappes internationales). Justin Trudeau pourrait en outre bonifier la participation du Canada à la mission de formation des troupes irakiennes, de même que son aide humanitaire

sur le terrain, selon l'ancien ambassadeur Raymond Chrétien.

Ce diplomate de carrière, aujourd'hui chez Fasken Martineau, partage l'optimisme prudent de M. David. Au fil des ans, Stephen Harper a boudé plus d'une fois les rencontres onusiennes — pour assister à l'ouverture d'un Tim Hortons ou pour se rendre jusqu'à New York s'adresser à d'autres groupes plutôt qu'à ses homologues internationaux. «On n'oublie pas, tranche M. Chrétien. Mais on passe à autre chose.» Surtout lorsqu'un État

faire pour rebâtir les ponts, selon lui, car l'appui inconditionnel de Harper à Israël a heurté le monde arabe et les Palestiniens.

Le Canada a en outre tourné le dos, au fil des ans, à ses partenaires en aide au développement. «Les relations internationales, c'est essentiellement de la confiance entre des États», souligne François Audet, de l'Observatoire canadien sur les crises et l'action humanitaire à l'UQAM. «Et si un État n'a pas respecté sa parole pendant de nombreuses années, c'est sûr que notre réputation a été entachée.»

Le nouveau gouvernement devra démontrer, à coups d'investissements en aide internationale, que le vent a tourné

passé de la parole aux actes. Justin Trudeau devrait, selon lui, «des l'an prochain, se pointer là-bas en force, avec une vision complète de la nouvelle politique du Canada à l'égard des Nations unies». Et pourquoi pas, faire campagne rapidement pour obtenir un siège au Conseil de sécurité. Ce sera fait, de l'avis de M. Coulon, qui a conseillé Justin Trudeau en vue de la campagne électorale. Le poste a échappé à Ottawa en 2010 — une première pour le Canada.

«La politique étrangère de Stephen Harper a peut-être changé la fabrique du pays», s'inquiète cependant M. David, titulaire de la Chaire Raoul-Dandurand. La population canadienne pourrait avoir délaissé, avec les années, son traditionnel appui aux Casques bleus ou à la médiation au Moyen-Orient. C'est d'ailleurs sur ce front qu'il y aura le plus à

Le Devoir



PEDRO RUIZ LE DEVOIR

Le gouvernement canadien a beaucoup à offrir en matière de diplomatie et de participation aux missions onusiennes.



JACQUES NADEAU LE DEVOIR

Sous le règne Harper, les peines minimales se sont multipliées dans le Code criminel. Marijuana, criminalité financière, sévices sexuels impliquant des mineurs, bestialité, tout y est passé.

## JUSTICE

### Un Code criminel à remodeler

HÉLÈNE BUZZETTI  
Correspondante parlementaire à Ottawa

Sous le règne de Stephen Harper et de ses nombreux ministres de la Justice, les peines minimales se sont multipliées dans le Code criminel. Marijuana, criminalité financière, sévices sexuels impliquant des mineurs, bestialité, tout y est passé. Certaines de ces peines font en sorte que les juges ne peuvent plus prendre en considération les circonstances particulières du crime pour administrer la peine la plus adaptée. Justin Trudeau les conservera-t-il?

Pour Suzanne Costom, représentante de la section du droit pénal à l'Association du Barreau du Canada, il ne fait aucun doute qu'annuler les peines minimales conservatrices ne serait pas très compliqué. «D'un point de vue juridique, ça prend seulement un changement au Code criminel et cela suit un processus parlementaire normal, avec un projet de loi.» Et tant pis pour les malchan-

crédités de marijuana médicale qui conteste le nouveau règlement leur interdisant de produire eux-mêmes leur pot. Il y a aussi ces deux causes contestant la constitutionnalité du projet de loi C-24 permettant de retirer la citoyenneté canadienne, en cas d'acte terroriste, à ceux qui détiennent une autre citoyenneté.

Qu'en diront les juges, eux qui, dans une cause portant sur les armes à feu, ce printemps, ont déclaré que les peines minimales en général sont «implacables» et «ne sont pas dissuasives»? Vaut-il la peine d'aller de l'avant avec cette cause?

Et qu'en serait-il de celle lancée par le Barreau du Québec, qui conteste la constitutionnalité d'une pléiade de peines minimales instaurées par le fameux projet de loi C-10 (dont

Pour la bâtonnière du Québec, Claudia Prémont, le but est de tendre vers le meilleur équilibre entre le législatif, l'exécutif et le judiciaire

une peine obligatoire de six mois de prison pour la culture de six plants ou plus de marijuana, ou deux ans pour trafic près d'une école, même la nuit)? Tous les intervenants dans cette cause doivent se rencontrer le 16 novembre prochain. Pourrait-elle être abandonnée?

«Rien n'est impossible, confirme la bâtonnière du Québec, Claudia Prémont. Ça dépendra de la position prise par le gouvernement. Si on pense que cette demande serait caduque, on va la retirer. On ne va pas faire un débat théorique.» Il y a ce groupe d'utilisateurs



JACQUES GRENIER LE DEVOIR

Coup sur coup, en 2012, les conservateurs ont, de l'avis de plusieurs scientifiques et écologistes, «mis la hache» dans des lois environnementales cruciales au Canada.

## SCIENCE

### Reprendre ses lettres de noblesse

HÉLÈNE BUZZETTI  
Correspondante parlementaire à Ottawa

C'est l'histoire qui a fait les manchets d'un mois de juillet 2010 autrement sans histoire. Le gouvernement de Stephen Harper allait rendre facultatif le questionnaire long du recensement. Les hauts cris des démographes, des planificateurs urbains et même du statisticien en chef du Canada n'y ont rien fait et, en 2011, c'est plutôt l'enquête nationale auprès des ménages (ENM) qui a été instaurée.

Cet épisode est devenu le symbole de ce que plusieurs ont considéré comme le mépris des troupes conservatrices pour la science et les politiques appuyées sur les faits. Une attitude que Justin Trudeau a promis de changer. Possible?

De l'avis des deux derniers statisticiens en chef de Statistique Canada, il est encore temps pour le nouveau gouvernement libéral de donner les instructions nécessaires pour que le recensement de 2016 redevienne obligatoire dans

justifié sa décision par le souci de respecter la vie privée, nous n'avons pour ainsi dire aucune plainte. [...] Ce n'était pas un enjeu à l'époque. [...] Maintenant que nous sommes passés à un sondage volontaire, est-ce que cela pourrait devenir un enjeu plus significatif? Mon expérience à Statistique Canada m'a montré que lorsqu'on dit aux Canadiens que nous sommes passés à un sondage volontaire, ils fournissent les informations. Nous sommes un pays qui respecte beaucoup les lois. Alors si, en 2006, deux personnes se sont plaintes, peut-être qu'en 2016 il y en aura 10 ou 15.»

Le président de l'Association des démographes du Québec, Benoît Laplante, rappelle cependant que s'il est possible de corriger à l'avenir, les dommages causés en 2011 sont, eux, irréversibles. «On ne peut pas refaire le recensement de 2011, alors reconstruire le passé ne sera pas possible», indique M. Laplante.

L'ingérence politique L'épisode du recensement a illustré un manque de respect généralisé des conservateurs pour la science. L'institut professionnel

nement conservateur». L'intention de participer à des conférences internationales pour partager les travaux canadiens et pour se ressourcer auprès de collègues étrangers a particulièrement fait mal, selon lui. Sera-t-il possible de revenir au statu quo ante?

«Je suis encore assez optimiste, mais il faudra un réinvestissement et un message soutenu», dit-il. M. Bleyer parle de réinvestissement, car plusieurs décisions, comme la fermeture de centres tels que le Laboratoire de recherche atmosphérique en environnement plaire, ou la disparition d'une vingtaine de bibliothèques (dont les 13 de Péches et Océans et de Ressources naturelles), ont été motivées par des restrictions budgétaires.

Il parle aussi de message, car il faudra apprendre aux plus jeunes fonctionnaires qui n'ont pas connu autre chose que le régime de Stephen Harper ce qu'un scientifique gouvernemental peut être. M. Bleyer espère que les libéraux respectent leur promesse de créer un poste de «directeur scientifique» qui aura pour mandat de rendre la recherche scientifique d'Ottawa accessible au public.

Il faudra apprendre aux jeunes fonctionnaires qui n'ont pas connu autre chose que le régime Harper ce que peut être un scientifique gouvernemental

toutes ses déclinaisons. «Cela ne relève que d'une décision du cabinet», rappelle Ivan Fellegi, qui a dirigé Statistique Canada de 1985 à 2008. «C'est très facile à faire, et rapide. Cela ne nécessite pas de changement législatif. Mais tout est une question de temps. La logistique d'un recensement est énorme, il faut imprimer les questionnaires et les instructions. Cela doit être fait bientôt.»

Munir Sheikh, qui a remplacé M. Fellegi mais a démissionné en 2010 pour contester la décision conservatrice, est du même avis. «Lorsque le gouvernement a

de la fonction publique (IPFP), un syndicat qui regroupe environ 15 000 scientifiques fédéraux, en a fait l'objet d'une campagne. Des sondages ont démontré qu'un scientifique sur deux s'est dit au courant d'un cas où la santé et la sécurité des gens ou l'environnement avaient été compromis à cause de l'ingérence politique dans les travaux scientifiques.

Aujourd'hui, le responsable de cette campagne et le conseiller à la présidence de l'IPFP, Peter Bleyer, soutient que «le volet science a certainement été l'élément le plus néfaste du gouver-

L'État appuie ses décisions politiques sur les meilleures connaissances possibles. S'il reconnaît que la science a été particulièrement mise à mal par les conservateurs, le président de son conseil d'administration, Michael Kruse, met en garde contre la tentation de croire que tout rentrera dans l'ordre avec les libéraux. «Les politiciens ont un programme dicté par leur idéologie. Les députés prennent des décisions émotives, et ce n'est pas le propre d'un seul parti.»

Le Devoir



JACQUES GRENIER LE DEVOIR

L'épisode du recensement a illustré aux yeux de plusieurs un manque de respect généralisé des conservateurs pour la science.

## ENVIRONNEMENT

### Assurer la protection des milieux naturels

ALEXANDRE SHIELDS

Le Canada de Stephen Harper a imposé des reculs marqués en matière de protection des milieux naturels, en plus d'accumuler des retards significatifs par rapport à ses engagements internationaux dans le domaine environnemental. Il faudra une volonté politique ferme pour inverser la tendance qui s'est installée depuis une décennie.

Coup sur coup, en 2012, les conservateurs ont, de l'avis de plusieurs scientifiques et écologistes, «mis la hache» dans des lois environnementales cruciales au Canada avec les projets de loi C-38 et C-45. Fort de sa majorité, le gouvernement Harper a ainsi raccourci la durée des évaluations environnementales et la portée de celles-ci, en plus de s'arroger le droit de revoir au final toute décision de l'Office natio-

nal de l'énergie (ONE). Les conservateurs ont également réduit la protection des cours d'eau du pays, ce qui a eu pour effet d'exclure 99 % de ceux-ci de la législation fédérale.

Avec le changement de direction annoncé par les promesses

Rien n'empêche Ottawa de revoir le mandat de l'Office national de l'énergie

l'Office, souligne M. Langelier. Selon le directeur principal d'Équiterre, Steven Guilbeault, le gouvernement pourrait réviser le hic d'ici deux ans.

Le tout, c'est que des projets sont déjà en développement. C'est le cas du pipeline Énergie Est.

Le premier ministre désigné a par ailleurs promis d'atteindre l'objectif international de protéger 10% du territoire marin d'ici 2020. Or le taux stagne à 1% depuis plusieurs années. «Il serait possible d'atteindre l'objectif d'ici 2020, mais cela exigera des efforts très, très substantiels», insiste Sylvain Archambault, responsable du dossier des aires protégées à la Société pour la nature et les parcs, section Québec. Mais il reste sceptique puisque «ce sont des promesses réitérées depuis plusieurs années». Plusieurs zones à protéger ont déjà été clairement définies. Trois d'entre elles se trouvent au Québec.

Le Devoir

**Stores de Qualité** .ca  
FABRIQUÉ AU QUÉBEC

**SUR MESURE**  
Conseils en décoration gratuits  
ESTIMATION GRATUITE  
1 855 770-8677

**BOIS NATUREL** **SOLAIRES** **VOILAGE**

**50% DE RABAIS**  
ou INSTALLATION GRATUITE ou MOTORISATION GRATUITE

• PANNÉAUX COULISSANTS • PERSIENNES • STORES VERTICAUX • STORES MOTORISÉS • STORES DE VERRIÈRES • STORES ROMAINS

L'Artisan du Store Claude Bouchard MONTRÉAL 514 231-8677 • LAVAL 450 627-3716 • LONGUEUIL 450 445-9829 • TROIS-RIVIÈRES 819 696-8677 • QUÉBEC 418 654-8677

# RECONSTRUIRE LE CANADA

## ASSURANCE-EMPLOI

### La réforme de la réforme

GUILLAUME  
BOURGAULT-CÔTÉ

Ce sera une réforme de la réforme: on défait tout et on recommence. *Exit* les modifications apportées par Stephen Harper au régime d'assurance-emploi en 2012, ont promis les libéraux en campagne électorale. Mais cela ne veut pas dire que l'on reviendra exactement à l'ancien régime.

Appelons cela un retour de balancier. En 1997, un an après avoir imposé une réforme sévère au système d'assurance-emploi, les libéraux de Jean Chrétien avaient perdu plusieurs sièges dans les Maritimes — première région touchée par le resserrement des règles d'ad-

nicher un nouvel emploi. On impose ainsi à certains prestataires d'accepter tout emploi pour lequel ils sont qualifiés s'il se trouve à moins d'une heure de voiture de leur domicile et qu'il offre un salaire équivalent à 70% de leur salaire précédent.

Derrière ces changements, il y avait une philosophie: la volonté de rendre l'assurance-emploi moins accessible (moins de 40% des chômeurs y ont aujourd'hui accès), mieux «*jumeler les Canadiens aux emplois disponibles*» et casser le moule établi dans certaines régions (six mois de travail, six mois de chômage, par exemple).

«*Il y avait toute une vision de la mobilité de la main-d'œuvre: si vous n'avez pas de job dans vos régions de pauvreté, déplacez-vous*, critique Pierre Céré. *Ça traduisait la perception que les chômeurs sont tous des paresseux.*»

Or, ce pan de la réforme Harper sera facile à défaire, dit-on: il s'agit de modifier le règlement qui avait été adopté pour définir un emploi convenable. Nul besoin de modifier la loi, disent Pierre Céré et l'avocat Jean-Guy Ouellet, spécialisé en défense des chômeurs. «*Si on veut revenir à l'esprit du régime d'offrir une protection à ceux qui perdent leur emploi sans les stigmatiser, on peut le faire facilement*», soutient M. Céré.

Par contre, le deuxième grand volet de la réforme, la modification du système d'appel, ne sera pas aboli par les libéraux, a confirmé au *Devoir* l'équipe de Justin Trudeau. Le Tribunal de la sécurité sociale (TSS) sera toutefois soumis à de «*nouvelles normes de rendement*»: on souhaite un service plus rapide, on évoque aussi une «*simplification des demandes*».

Revenir à l'ancien système aurait été très compliqué, reconnaissent MM. Céré et Ouellet. Le gouvernement a regroupé en 2013 quatre tribunaux administratifs au sein du nouveau TSS, dont le fonctionnement est radicalement différent. Une centaine de membres du TSS s'acquittent du travail auparavant fait par 800 membres et les audiences en personne ont pratiquement disparu, entre autres. La jurisprudence se réécrit aussi à mesure.

Sur ce plan, l'empreinte de la réforme Harper demeurera encore présente.

Le Devoir

Le plan libéral a été applaudi par le Conseil national des chômeurs

missibilité d'un régime aussi rendu moins généreux.

Or, il y a dix jours, les troupes de Justin Trudeau ont tout raffé dans les provinces atlantiques... cela, après avoir promis d'«*annuler les changements apportés à l'assurance-emploi par M. Harper en 2012*».

Dévoilé le 8 septembre, le plan libéral en matière d'assurance-emploi prévoit également différentes bonifications au régime, d'une valeur de près de 2 milliards de dollars par année. Un plan applaudi par le Conseil national des chômeurs. «*Les libéraux nous ont pris par surprise*, reconnaît le porte-parole, Pierre Céré, souverainiste et péquiste convaincu. *Ils ont mis sur la place publique des engagements clairs et audacieux.*»

#### Emploi convenable

Deux éléments majeurs composaient la réforme Harper: la modification légale de la définition de ce qu'est un «*emploi convenable*» et la mise sur pied d'un nouveau système d'appel, le Tribunal de la sécurité sociale.

En abrogeant l'article 27 de la Loi sur l'assurance-emploi — qui indiquait quel type d'emploi un prestataire doit accepter au fil de ses recherches —, les conservateurs ont ouvert une brèche permettant de créer trois catégories de prestataires, classés selon la fréquence de leur usage du régime.

Plus un prestataire fait appel au système (les travailleurs saisonniers), moins il dispose de temps et de flexibilité pour dé-



La compagnie Marie Chouinard au Festival des arts de Saint-Sauveur l'an dernier.

Sylvie-Ann Paré

## CULTURE

### Un changement de décor comme une bouffée d'air

GUILLAUME  
BOURGAULT-CÔTÉ

C'est le scénario que tout le milieu culturel souhaitait: un changement de décor à Ottawa. L'arrivée d'un gouvernement favorable à des investissements en culture a été ainsi largement saluée depuis deux semaines, d'autant que les libéraux promettent de rebâtir deux programmes abolis en 2008.

Le plan libéral en matière de culture se lit comme le parfait contraire de ce qui a été l'approche conservatrice depuis 2006. Nouvel investissement de 150 millions dans CBC/Radio-Canada, ce qui annule les compressions des dernières années; doublement du budget du Conseil des arts du Canada (qui avait été épargné par les conservateurs, mais qui disposera à terme d'un budget de 360 millions); augmentation de 25 millions du budget de Téléfilm Canada et de l'Office national du film; investissements «*beaucoup plus signi-*

ficatifs» dans les infrastructures culturelles, promet-on.

Et il y a aussi cette volonté de «*rétablir l'aide financière [25 millions] des programmes de promotion PromArt et Routes commerciales*», dont la disparition avait été vivement dénoncée il y a sept ans. La campagne électorale 2008 avait d'ailleurs été marquée

Le nouveau gouvernement promet de rebâtir deux programmes abolis en 2008

par des débats autour de ces deux programmes, et plus largement autour de l'approche des conservateurs en matière culturelle.

La mission de ces programmes était essentiellement de permettre aux artistes canadiens de faire des tournées à l'étranger. «*C'était des programmes appréciés et utiles, mais il ne faudrait pas simplement les rétablir sans réfléchir*, prévient Alain Paré, président-directeur général de la Confé-

rence internationale des arts de la scène (CINARS). *La conjoncture [de la diffusion] a changé depuis sept ans, avec notamment une importance accrue des nouvelles technologies.*»

M. Paré fait remarquer que, pour réussir, ces programmes ont besoin du soutien d'un réseau d'agents culturels présents dans les ambassades culturelles — réseau qui a été essentiellement aboli dans les dernières années. «*Ce sont nos yeux et nos oreilles*, explique Alain Paré. *C'est une présence essentielle sur le terrain, des gens qui sont là pour établir des ponts avec les organismes et diffuseurs locaux. Il faudra retrouver ces ressources pour que les programmes soient efficaces.*»

que Alain Paré. *C'est une présence essentielle sur le terrain, des gens qui sont là pour établir des ponts avec les organismes et diffuseurs locaux. Il faudra retrouver ces ressources pour que les programmes soient efficaces.*»

#### Conseil des arts

Selon Simon Brault, président du Conseil des arts du Canada (CAC), ce ne sera pas si compliqué. Après la disparition de PromArt et de Routes com-

merciales, le CAC a doublé ses investissements à l'international, dit-il. «*Certains investissements autrefois financés par ces programmes ont été repris sous nos ailes, ce qui a permis de maintenir des réseaux. Ce n'est pas un champ de ruines.*»

M. Brault soutient que «*s'il y a une volonté politique*», le réseau diplomatique d'agents culturels réapparaîtra rapidement. «*On est demeurés actifs, ce qui fait qu'on n'est pas dans une situation où le retrait de programmes fédéraux a tout rompu.*»

N'empêche que le «*réseau a été éprouvé*», dit André Courchesne, de la Chaire de gestion des arts de HEC. «*Mais il faut faire les efforts pour le rebâtir: c'est crucial. La présence d'artistes canadiens à l'étranger joue positivement sur la réputation du pays. C'est un facteur de reconnaissance important: les libéraux semblent l'avoir compris, et ça fait du bien d'entendre qu'on respecte la culture*», dit-il.

Le Devoir

vacances

# Signature

Membre de la famille Sunwing

Prolongée! Réservez d'ici le 6 nov. 2015

**SOLDE** ANNIVERSAIRE

## Économisez

# 100\$

sur tous les forfaits vacances RIU de plus par couple

Maintenant disponible sur [Sunwing.ca](http://Sunwing.ca)

**Départs de Montréal • Une semaine • Tout compris**

Santiago de Cuba, Cuba  
**Club Amigo Carisol Los Corales \*\*\***  
Chambre économique • 2 et 9 déc. **595\$**

Santa Lucia, Cuba  
**Gran Club Santa Lucia \*\*\***  
Chambre • 3 et 10 déc. **595\$**

Cayo Coco, Cuba  
**IBEROSTAR Mojito \*\*\*\***  
Chambre • 3, 8 et 10 déc. **785\$**

Holguin, Cuba  
**Playa Costa Verde \*\*\*\***  
Chambre • 4, 8, 11 et 13 déc. **795\$**

Varadero, Cuba  
**Sol Sirenas Coral Resort \*\*\*Plus**  
Chambre • 25 nov., 2 et 9 déc. **795\$**

Puerto Plata, République dom.  
**Riu Bachata \*\*\*\*Plus**  
Chambre • 1<sup>er</sup>, 8 et 15 déc. **895\$**

Cayo Santa Maria, Cuba \*\*\*\*  
**Warwick Cayo Santa Maria Resort**  
Chambre de luxe vue jardin • 6, 13 et 20 janv. **985\$**

Punta Cana, République dom.  
**Riu Bambu \*\*\*\***  
Chambre • 1<sup>er</sup>, 2, 8 et 9 déc. **995\$**

Puerto Plata, République dom.  
**Riu Merengue \*\*\*\*Plus**  
Chambre économique • 7, 14 et 21 janv. **1055\$**

Cayo Largo, Cuba  
**Ole Playa Blanca \*\*\*Plus**  
Chambre • 6, 13 et 20 fév. **1065\$**

Panama  
**Riu Playa Blanca \*\*\*\***  
Chambre vue cour • 4 et 11 déc. **1095\$**

Roatan, Honduras  
**Fantasy Island Beach Resort Dive Marina \*\*\***  
Chambre vue mer • 30 nov., 7 et 14 déc. **1095\$**

Los Cabos, Mexique  
**Riu Santa Fe \*\*\*\*Plus**  
Chambre • 10 et 17 déc. **1145\$**

Grand Bahama, Les Bahamas  
**Viva Wyndham Fortuna Beach \*\*\*Plus**  
Chambre vue jardin • 3, 10 et 17 janv. **1165\$**

La Romana, République dom.  
**Be Live Collection Canoa \*\*\*\***  
Chambre • 10 et 17 janv. **1195\$**

La Ceiba, Honduras  
**Telamar Resort \*\*\*\***  
Chambre économique • 4 et 11 janv. **1195\$**

Ixtapa, Mexique  
**Azul Ixtapa Grand Resort \*\*\*\*Plus**  
Suite de luxe vue mer • 8 déc. **1215\$**

Huatulco, Mexique  
**Barcelo Huatulco Beach Resort \*\*\*\*Plus**  
Chambre de luxe • 1<sup>er</sup> et 8 déc. **1225\$**

Cancun, Mexique  
**Riu Caribe \*\*\*\*Plus**  
Chambre • 23, 30 nov. et 7 déc. **1245\$**

Riviera Nayarit, Mexique  
**Riu Jalisco \*\*\*\*Plus**  
Chambre • 16 et 30 janv. - 8 nuits **1265\$**

Riviera Maya, Mexique  
**Riu Playacar \*\*\*\***  
Chambre • 23, 30 nov. et 7 déc. **1275\$**

Liberia, Costa Rica  
**Riu Guanacaste \*\*\*\***  
Chambre • 7 et 14 déc. **1295\$**

Punta Cana, République dom.  
**Be Live Collection Punta Cana \*\*\*\***  
Chambre • 10, 17 et 24 janv. **1395\$**

St-Martin  
**Riu Palace St Martin \*\*\*\***  
S jr vue jardin • 10 et 13 déc. **1545\$**

Ocho Rios, Jamaïque  
**Riu Ocho Rios \*\*\*\***  
Chambre vue jardin • 30 janv., 5, 6, 13 et 19 fév. **1545\$**

Aruba  
**Riu Palace Antillas \*\*\*\***  
Suite junior • 14 déc. **1645\$**

**vacances SellOff!** 1-866-506-4095  
Le plus bas prix garanti!

Départs de Montréal. L'économie de 100\$ par couple est appliquée aux taxes réduites dans les prix ci-dessus. Applicable pour les nouvelles réservations effectuées d'ici le 6 novembre 2015. Les prix sont par personne, en occupation double, pour des forfaits vacances de 7 nuits. Les sièges et les chambres sont en quantité limitée, la capacité est contrôlée et est disponible au moment de l'impression. Les prix n'incluent pas la contribution des clients au Fonds d'indemnisation des clients des agents de voyages de 1,00 \$ par tranche de 1 000 \$ de services achetés. Les taxes locales applicables sont payables à la destination et sont à part (RD 30 \$ US). Les vols sont sur Sunwing Airlines ou Travel Service. Le service en vol varie selon l'heure de vol et la destination. Pour les modalités et conditions complètes, veuillez vous référer à la brochure de Vacances Sunwing 2015/2016. Titulaire d'un permis du Québec 31102015

## ACTUALITÉS



RYAN REMIÖRZ LA PRESSE CANADIENNE

La Ville serait prête à procéder au déversement dans le fleuve Saint-Laurent dès mardi, a laissé entendre vendredi le maire Coderre.

## DÉVERSEMENT D'EAUX USÉES

## Montréal attendra le rapport des experts

JEANNE CORRIVEAU

Les experts mandatés par le gouvernement fédéral pour analyser le projet de déversement d'eaux usées à Montréal ont remis leur rapport à Environnement Canada. Le maire Denis Coderre attendra leur verdict avant de prendre une décision au sujet de cette opération.

Le bureau de la ministre sortante de l'Environnement, Leona Aglukkaq, a confirmé vendredi avoir reçu le rapport des spécialistes, mais n'en a pas dévoilé le contenu.

Le 18 octobre dernier, la ministre Aglukkaq avait confié à trois experts indépendants le mandat de procéder à un examen du projet de la Ville de déverser huit milliards de litres d'eaux usées dans le fleuve pendant les travaux dans un intercepteur.

Robert Hausler, professeur au Département de génie de la construction de l'École de technologie supérieure (ETS), Viviane Yargeau, professeure au Département de génie chimique de l'Université McGill, et Daniel G. Cyr, professeur à l'INRS-Institut Armand-Frappier, devaient notamment déterminer s'il existait d'autres solutions et examiner les impacts environnementaux d'un tel déversement.

## La Ville est prête

La Ville est toujours sous l'ordonnance de l'arrêté ministériel décrété par la ministre Aglukkaq quelques jours avant les élections fédérales et

qui lui interdit de procéder au déversement. Cet arrêté demeure en vigueur jusqu'en fin de journée lundi alors que le nouveau gouvernement libéral de Justin Trudeau ne sera assermenté que mercredi.

Vendredi, à quelques heures de son départ pour une mission d'une semaine en Chine, le maire Coderre a indiqué qu'il prendrait connaissance du contenu du rapport avant de décider des gestes à poser. «*J'ai confiance en la science. Donc, on va attendre le rapport.*», a-t-il dit.

La Ville serait prête à procéder au déversement dès mardi, a laissé entendre le maire. «*Même de la Chine, je suis capable de faire des appels. On est prêts.*» Mais il n'a pas voulu dire ce que la Ville ferait si les experts ne recommandaient pas le déversement.

Le maire Coderre a déjà dit qu'Ottawa ne donnait pas d'autorisation pour ce type de rejet d'eaux usées, mais qu'il pouvait empêcher ou retarder une telle opération, ce que le gouvernement conservateur a fait avec l'arrêté ministériel du 16 octobre dernier.

À l'origine, Montréal comptait procéder au déversement du 18 au 25 octobre afin, notamment, de construire une nouvelle chute à neige. La Ville avait soutenu qu'aucune autre solution n'était envisageable compte tenu de l'absence d'une conduite alternative pour acheminer les eaux usées vers l'usine d'épuration Jean-R. Marcotte, située dans l'est de l'île.

Le Devoir

## Régie du logement: l'ex-patron blanchi

Luc Harvey n'a pas commis de faute déontologique, selon le conseil de discipline

ISABELLE PORTER à Québec

Après quatre ans de démarches juridiques, l'ancien patron de la Régie du logement (RDL), Luc Harvey, n'a finalement pas reçu de blâme de son conseil de discipline. On lui reprochait d'être intervenu dans l'ordre de traitement des causes.

Selon le Conseil de justice administrative, rien dans la preuve ne suggère que M. Harvey ait commis une infraction de nature déontologique.

L'affaire remonte à 2011. Dans son rapport, la protectrice du citoyen affirmait que M. Harvey avait contesté l'ordre de faire passer certains dossiers avant d'autres. Elle estimait que cela portait atteinte à l'équité.

Le Bureau de la protectrice avait reçu une série de plaintes étonnantes. Par exemple, une gestionnaire d'immeubles, qui avait déposé plusieurs résiliations de bail, avait été invitée en audience pour une demande récente alors que des demandes similaires plus anciennes étaient restées sans réponse.

Le ministre des Affaires municipales de l'époque, Laurent Lessard, avait par la suite fait une demande d'enquête au Conseil de justice administrative (CJA), qui traite les dossiers disciplinaires au sein du gouvernement.

Le dossier s'était étiré en longueur parce que Luc Harvey avait contesté la demande devant les tribunaux, en Cour supérieure puis en Cour d'appel. Sans succès.

## L'enjeu de la performance de la Régie

Comme le révèle la décision du CJA, la mauvaise performance de la Régie en matière de délais est au cœur de cette affaire. Le Protecteur reprochait au président d'avoir fait avancer certaines causes pour «faire diminuer les délais déclarés par la Régie» et améliorer sa «performance organisationnelle déclarée».

Comme l'expliquait *Le Devoir* encore cette semaine, la Régie est aux prises avec un problème persistant de longs délais d'attente malgré l'ajout récent de greffiers spéciaux à son équipe.

Même si le président de la Régie n'a pas reçu de blâme, le jugement de la CJA révèle que la Régie a rectifié le tir à la

suite de la demande d'enquête. «*En pratique, la Régie a reconnu que la mise au rôle au mois de mars 2011 a pu favoriser de meilleurs résultats dans deux catégories seulement. Elle accepte de mettre fin à la pratique...*», peut-on lire.

M. Harvey a quitté la Régie en juillet à la fin de son mandat, n'ayant pas demandé qu'on le renouvelle. On apprenait par ailleurs, le printemps dernier, que la vice-présidente de l'organisme, Isabelle Normand, faisait elle aussi l'objet d'une enquête de la CJA, cette fois pour sa gestion d'un dossier en particulier. La plainte déposée par une avocate n'a pas encore été entendue.

Le Devoir

## MONTRÉAL

## Un bris d'aqueduc provoque des inondations de sous-sols

JEANNE CORRIVEAU

Le bris d'une conduite d'aqueduc survenu vendredi matin sous le boulevard Pie-IX a inondé des dizaines de sous-sols. Jusqu'à nouvel ordre, quelque 70 000 citoyens des arrondissements de Rosemont-La Petite-Patrie, Ville-roy-Saint-Michel-Parc-Extension et Saint-Léonard doivent faire bouillir leur eau durant au moins une minute avant de la consommer.

La conduite d'un diamètre de 1,2 mètre a éclaté peu avant 5 h vendredi, et la fuite a provoqué un torrent d'eau sur la chaussée et inondé de nombreux sous-sols.

La fuite a été colmatée quelques heures plus tard, mais l'intersection du boulevard Pie-IX et de la rue Villeray demeurera fermée toute la fin de semaine pour permettre à la Ville de procéder aux

travaux de réfection de la conduite et à la reconstruction de la chaussée. «*Si la température est en notre faveur et que tout va bien, on espère être capable de rouvrir l'intersection*

## L'intersection du boulevard Pie-IX et de la rue Villeray demeurera fermée toute la fin de semaine

lundi matin avant l'heure de pointe», a indiqué Philippe Sabourin, relationniste à la Ville.

## Ébullition préventive

Par mesure de précaution, un avis d'ébullition a été décrété dans trois arrondissements. Dans Villeray-Saint-Michel-Parc-Extension et dans Rosemont-La Petite-Patrie, l'avis d'ébullition s'applique au secteur bordé par les boulevards Crémazie, Rose-

mont, Pie-IX et Saint-Michel.

Dans Saint-Léonard, le secteur visé par l'avis est situé dans le périmètre de l'autoroute Métropolitaine, du boulevard des Grandes-Prairies, du boulevard Provencher et de la rue Pascal-Gagnon.

La Ville demande aux citoyens de faire bouillir l'eau à gros bouillons pendant au moins une minute avant de la consommer ou d'utiliser de l'eau embouteillée. Cette consigne sera en vigueur jusqu'à nouvel ordre, précise la Ville, mais l'avis pourrait être levé samedi lorsque l'analyse des échantillons d'eau sera terminée.

Le Devoir

## Coderre en mission en Chine

À la tête d'une importante délégation de gens d'affaires et de représentants des milieux culturels et académiques, le maire Denis Coderre s'est envolé pour la Chine vendredi dans le cadre d'une mission commerciale. Les 70 participants à cette mission s'arrêteront à Beijing, Shanghai, Shenzhen, Guangzhou et Hong Kong. Les membres de la délégation souhaitent conclure des ententes

commerciales et M. Coderre en profitera pour renouveler l'entente de jumelage entre Montréal et Shanghai. «*70 personnes dans une mission, c'est énorme!*» a commenté le président de la Chambre de commerce du Montréal métropolitain, Michel Leblanc. Le Cirque du Soleil, Desjardins, SNC-Lavalin ainsi que l'UQAM et l'Université Concordia figurent parmi les entreprises représentées au sein de la délégation, qui reviendra le 6 novembre.

Le Devoir



MERCREDIS 4, 18 ET 25 NOVEMBRE 2015

À LA CHAPELLE DU MUSÉE DE L'AMÉRIQUE FRANCOPHONE

2, CÔTE DE LA FABRIQUE, QUÉBEC

Un sujet appâté de trois façons. Trois temps pour explorer et comprendre la langue française au Québec.

SÉRIE ANIMÉE PAR DAVID DESJARDINS, CHRONIQUEUR AU DEVOIR

Coût : 8 \$ - Abonnés des Musées et étudiants : 6 \$  
Réservations requises au 418 643-2158 ou au [mcq.org/activites](http://mcq.org/activites) pour l'achat de billets en ligne.

- 1** CINÉMA  
MERCREDI 4 NOVEMBRE, À 19 H 30  
**LA LANGUE À TERRE**  
| Québec | 2013 | 1 h 28  
En présence des réalisateurs, Jean-Pierre Roy et Michel Breton
- 2** TABLE RONDE  
MERCREDI 18 NOVEMBRE, À 19 H 30  
**LE QUÉBEC A-T-IL MAL À SA LANGUE?**  
Avec Sébastien Ricard, comédien et membre de Loco Locass; Anne-Marie Beaudoin-Bégin, linguiste; Jean-Benoît Nadeau, chroniqueur au *Devoir*; et Gilles Pellerin, écrivain.
- 3** SPECTACLE  
MERCREDI 25 NOVEMBRE, À 19 H 30  
**LA LANGUE DANS TOUS SES ÉTATS**  
Avec les journalistes du *Devoir* Jean Dion, Antoine Robitaille, Fabien Deglise, Catherine Lalonde et Emilie Folle-Boivin.

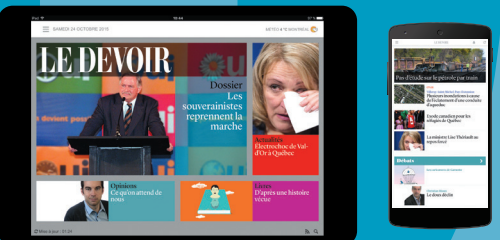
Avec la collaboration  
LE DEVOIRHôtel officiel  
Fairmont  
L'AMÉRIQUE FRANCOPHONE

MUSÉE DE L'AMÉRIQUE FRANCOPHONE

Québec

## Merci à tous nos 1 206 000 lecteurs!

Selon les résultats du sondage Vividata qui mesure le lectorat des quotidiens au Canada, vous êtes très nombreux à nous lire sur toutes nos plateformes. Nous vous remercions de votre fidélité et de votre engagement! Nous en sommes très fiers!



## LE DEVOIR c'est :

- Son journal avec ses 660 000 lecteurs<sup>2</sup>
- Son application avec plus de 56 000 téléchargements depuis son lancement en novembre 2014<sup>3</sup>
- Son site web avec plus de 1 448 000 utilisateurs<sup>4</sup>
- Sa version mobile et ses 445 000 utilisateurs<sup>5</sup>
- Ses 161 830 fans Facebook<sup>6</sup>
- Ses 189 287 abonnés Twitter<sup>7</sup>
- Et son infolettre quotidienne avec plus de 35 000 abonnés!<sup>8</sup>

L'Indépendance ça rapporte!

LE DEVOIR  
LIBRE DE PENSER

## ACTUALITÉS

## Limiter le réchauffement à 2 °C est encore possible

De nouveaux efforts doivent être faits, dit l'ONU

Paris et Berlin — Le monde fournit des efforts sans précédent pour lutter contre le réchauffement de la planète, mais il faudra des politiques encore plus volontaristes dans les prochaines années pour espérer limiter la hausse du mercure à 2 °C, averti vendredi l'ONU.

«Un effort mondial sans précédent est en cours» et permet d'envisager de pouvoir rester sous les 2 °C, estime un rapport publié à Berlin, passant en revue les objectifs de réduction des gaz à effet de serre annoncés par 146 pays au 1<sup>er</sup> octobre (86% des émissions mondiales).

Mais les Nations unies préviennent que «des réductions d'émissions de gaz à effet de serre beaucoup plus importantes» seront nécessaires dans les prochaines années pour rester sous cette limite, au-delà de laquelle les scientifiques redoutent un emballement du système climatique.

Au cours des derniers mois, les 195 pays participant aux négociations sur le climat ont dû plancher sur leurs besoins énergétiques à l'horizon 2025 ou 2030 et formuler des objectifs pour y répondre, tout en limitant les émissions de GES.

Le verdict de l'ONU tombe un mois avant le coup d'envoi de la COP21, la conférence mondiale sur le climat à Paris, où le premier accord engageant l'ensemble des pays dans la lutte contre le réchauffement est espéré. «Ce rapport montre que les contributions nationales permettent de changer la donne et nous éloignent du pire, c'est-à-dire d'un réchauffement à 4-5 °C ou plus», a commenté Laurent Fabius, le ministre des Affaires étrangères français, futur président de la COP21.

Le ministre rappelle que, selon les experts, les engagements actuels «nous placent sur une trajectoire entre 2,7° et 3 °C».

«Ce n'est en aucun cas suffisant» car encore synonyme de dérèglements climatiques majeurs, «mais cela est beaucoup plus bas que les 4 ou 5 degrés ou plus de réchauffement projetés par beaucoup avant les engagements», a déclaré Christina Figueres, la secrétaire générale de la Convention climat de l'ONU.

«Le chemin qui est fait est loin d'être négligeable», a estimé le climatologue Jean Jouzel, ancien vice-président du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC). «Les engagements, même s'ils sont insuffisants pour respecter à long terme une limitation du réchauffement à 2 °C, sont très significatifs», a-t-il ajouté.

«Si les engagements sont un pas dans la bonne direction, ils nous ramènent d'une catastrophe à 4 °C à un désastre à 3 °C», a déploré l'ONG Oxfam.

Jennifer Morgan, du World Resources Institute de Washington, a souligné que le nombre de pays déterminés à mettre en place des modèles énergétiques moins émetteurs de CO<sub>2</sub> était le signe que «le contexte a changé depuis Copenhague en 2009», lorsque la communauté internationale avait échoué à sceller un accord mondial.

La température moyenne de la planète a gagné 0,8 °C depuis l'ère préindustrielle. Ce réchauffement, dont la vitesse est inédite, menace de nombreuses espèces et est à l'origine d'événements météorologiques extrêmes plus fréquents.

Agence France-Press

## Heurtel refuse de lancer une étude indépendante sur le transport de pétrole

ALEXANDRE SHIELDS

Québec persiste et signe. David Heurtel a de nouveau refusé vendredi de lancer une étude indépendante sur le transport de pétrole par train, malgré les nombreuses demandes en ce sens, notamment de la Ville de Montréal. Le ministre de l'Environnement n'a pas non plus voulu dire si le gouvernement Couillard serait en mesure de s'opposer au passage des convois pétroliers vers Belledune.

De passage à Montréal pour annoncer un financement public à Ouranos pour la recherche sur les changements climatiques, le ministre Heurtel a répété que le gouvernement compte «étudier sérieusement la question du transport et de la sécurité du transport» de pétrole au Québec.

Cet enjeu particulièrement délicat depuis la tragédie de Lac-Mégantic sera traité dans le cadre de l'évaluation environnementale stratégique (EES) sur les hydrocarbures, a-t-il ajouté. «La sécurité des citoyens du Québec est une de nos priorités, tout comme la protection de l'environnement. Et l'EES se penche sur ces enjeux.»

Selon ce qu'a précisé David Heurtel, le gouvernement compte obtenir «l'ensemble des informations» sur les questions de transport d'énergies fossiles dans le cadre de l'EES, qui doit être complétée d'ici la fin de 2015. Pas question, donc, de mandater le Bureau d'audiences publiques sur l'environnement (BAPE) pour qu'il mène une enquête indépendante sur le transport de brut par train, comme pour le projet de convois ferroviaires vers Belledune, au Nouveau-Brunswick.



JACQUES NADEAU LE DEVOIR

### Déraillement à Montréal jeudi : le SPVM ouvre une enquête

Le Service de police du Canadien Pacifique (SPCP) et le Service de police de la Ville de Montréal ont annoncé vendredi qu'ils lançaient une enquête criminelle mixte, à la suite du déraillement du convoi de wagons survenu jeudi en plein cœur de la métropole. «Les résultats de l'enquête préliminaire du SPCP indiquent que les wagons auraient pu être manipulés, ce qui aurait entraîné leur mouvement», a fait valoir le porte-parole du Canadien Pacifique, Martin Cej, par voie de courriel. «Les wagons, qui se trouvaient à cet endroit depuis décem-

bre 2014, étaient garés correctement, conformément aux règlements de Transports Canada», selon la compagnie ferroviaire. Or, cinq d'entre eux ont déraillé jeudi matin, près du triage Hochelaga. L'un d'entre eux a même heurté un immeuble résidentiel situé près de la voie ferrée. Le Bureau de la sécurité des transports a aussi ouvert jeudi une enquête. Selon un inspecteur cité vendredi par Radio-Canada, le nombre de freins à main appliqués sur les wagons du convoi était insuffisant pour empêcher le train de partir à la dérive.

### Convois quotidiens

La controverse autour du projet de Belledune ne cesse pourtant de prendre de l'ampleur. Montréal, Rimouski et plusieurs groupes citoyens exigent maintenant une étude du BAPE. Les communautés micmaques de la Gaspésie ont aussi déposé l'été dernier une poursuite contre le Nouveau-Brunswick, mais aussi contre l'entreprise Chaleur Terminals.

Il faut dire que le projet entraînera une hausse marquée du transport de pétrole par train au Québec. Dès 2017, deux convois de 110 wagons

chacun sillonneront chaque jour le sud de la province pour se rendre à un port d'exportation. Les convois traverseront le cœur de plusieurs municipalités et des zones résidentielles à Dorval, à Montréal, à Saint-Bruno-de-Montarville, à Saint-Hyacinthe, à Drummondville, à Lévis, à Rivière-du-Loup et à Rimouski, entre autres.

Si le Québec en venait à dire non au passage des convois du projet de Belledune sur son territoire, pourrait-il les empêcher de circuler dans la province? Après tout, les voies du CN qui seront utilisées par les convois

sont de juridiction fédérale.

Le ministre Heurtel a refusé de se prononcer sur cette question. «On doit regarder l'ensemble de la question d'un point de vue environnemental. C'est ce qu'on fait avec l'EES», s'est-il contenté de répéter. «Les lois environnementales du Québec vont s'appliquer et nous allons nous assurer de leur respect», a-t-il ajouté.

Le Devoir

Lire aussi : Ça ne s'améliore pas. L'éditorial de Josée Boileau. Page B 4

Parce qu'ici,  
on joue au hockey  
avec un **bâton** et une **rondelle**,  
et non avec une **crosse** et un **palet**.

Pour cette raison et des milliers d'autres,  
il y a Usito.



usito  
C'est mon dictionnaire

Découvrez le dictionnaire nord-américain du français.  
usito.com

### GOVERNEMENT FÉDÉRAL

#### Le surplus pour l'exercice a fondu de près de moitié

Ottawa — Le surplus du gouvernement fédéral pour l'exercice financier en cours a fondu de près de moitié, Ottawa ayant affiché en août un déficit budgétaire de 2,3 milliards. Celui-ci était de 300 millions l'an dernier, indique le ministère des Finances dans sa plus récente Revue financière. L'excédent budgétaire pour la période d'avril à août 2015 atteint maintenant 2,8 milliards, comparativement à un déficit de 1,1 milliard pour la même période de cinq mois en 2014. Cette mise à jour des finances publiques du gouvernement fédéral est publiée alors que le premier ministre désigné, Justin Trudeau, s'apprête à former le prochain gouvernement, dès mercredi. Les libéraux ont reconnu pendant la campagne électorale que les trois premiers budgets qu'ils présenteront accuseraient un déficit.

La Presse canadienne

#### Le Sénat se doterait d'un organisme pour surveiller les dépenses de ses membres

Ottawa — Les sénateurs devraient bientôt être appelés à se prononcer sur la création d'un organisme indépendant qui surveillerait leurs dépenses de fonction. L'actuel président du Sénat, le conservateur Leo Housakos, a indiqué vendredi que dès la rentrée parlementaire, les sénateurs conservateurs, libéraux et indépendants pourront se pencher sur la création d'un tel organisme de contrôle. Il a aussi indiqué que dans le cadre de cette réforme, le Sénat devrait embaucher un directeur financier, qui veillerait notamment à conseiller le puissant Bureau de régie interne. Le vérificateur général recommandait récemment que les sénateurs ne puissent plus être juge et partie relativement à l'admissibilité ou non d'une demande de remboursement de dépenses d'un de leurs pairs.

La Presse canadienne



Brébeuf

PORTES OUVERTES  
AU COLLÉGIAL  
4 NOVEMBRE 2015

LE COLLÈGE JEAN-DE-BRÉBEUF VOUS OUVRE SES PORTES.

Lors de cette journée, vous pourrez :

- Visiter le collège
- Prendre le pouls de la vie étudiante
- Vous informer sur les programmes
- Rencontrer les professeurs et les étudiants

#### QUAND?

Le 4 novembre 2015  
de 16 h à 20 h

#### OÙ?

5625, avenue Decelles, Montréal  
(Québec) H3T 1W4

#### CONTACT

Courriel : diretu.collegial@brebeuf.qc.ca  
Tél : (514) 342-9342

#### PROGRAMMES OFFERTS AU COLLÉGIAL

- BACCALAURÉAT INTERNATIONAL (Sciences de la nature et Sciences humaines)
- DEC ARTS, LETTRES ET COMMUNICATION
- DEC SCIENCES HUMAINES
- DEC SCIENCES DE LA NATURE
- DEC SCIENCES, LETTRES ET ARTS
- DOUBLE DEC AVEC MUSIQUE



www.brebeuf.qc.ca



International Baccalaureate  
Baccalaureat International  
Bachillerato Internacional

CERTIFICATION  
collège VERT

# À LA MÉMOIRE

## DE TOUTES LES VICTIMES DES GUERRES

Le Collectif Échec à la guerre mène présentement au Québec sa 5<sup>e</sup> campagne annuelle du coquelicot blanc. Dans ce contexte, un grand nombre d'individu.e.s et d'organismes ont pris l'engagement suivant :

- Parce que nous dénonçons l'engagement empressé du Canada à participer aux guerres de domination de l'empire étasunien en Afghanistan, en Libye et maintenant en Irak et en Syrie
- Parce que nous nous indignons face aux conséquences effroyables de ces guerres pour des millions de personnes civiles (mortes, blessées, violées, traumatisées, déplacées, réfugiées, etc.)
- Parce que nous voulons être solidaires des millions de réfugié.e.s fuyant ces guerres, dont une partie seulement afflue en Europe entraînant des réactions qui font voler en éclats les prétentions humanitaires des pays occidentaux, en particulier celles des États-Unis et du Canada
- Parce que les commémorations officielles du Jour du Souvenir ignorent toutes ces victimes civiles – beaucoup plus nombreuses que les victimes militaires – et servent à glorifier les guerres et à en promouvoir les faux prétextes

**Nous porterons le coquelicot blanc jusqu'au 11 novembre prochain en solidarité avec les millions de réfugié.e.s de guerre et nous vous invitons à le porter aussi pour dire NON à la guerre et aux politiques militaristes du Canada.**

*Jusqu'au  
11 novembre prochain,  
portons le coquelicot  
BLANC !*

*« Ce coquelicot blanc est un merveilleux hommage à cette multitude de familles écartelées et déplacées, à ces êtres traqués par les conflits – et à tous ceux et celles qui trouvent moyen de faire échec à la guerre. » Ariane Émond, porte-parole de la campagne du coquelicot blanc 2015*

*« ... C'est par le souvenir des victimes – et non la glorification de la guerre et l'occultation de ses ravages – qu'on peut éviter de répéter les horreurs passées. » François Avard, porte-parole de la campagne du coquelicot blanc 2015*

**Jusqu'au 11 novembre  
Portons-le!**

[www.echecalaguerre.org](http://www.echecalaguerre.org)

*À la mémoire de toutes  
les victimes de la guerre  
Contre la guerre et le militarisme*

### INDIVIDU.E.S

Gisèle Ampleman  
Rachad Antonius  
Arash Aslani  
Michèle Asselin  
Viviane Aubé  
Angèle Aubin  
François Avaré  
Jiad Awad  
Louis Azzaria  
Maryse Azzaria  
Denise Babin  
Jean Baillargeon  
Louise Beaudry  
Marianne Benoit  
Michèle Benoit  
Suzanne Benoit  
Pierrette Bertrand  
Nesrine Bessaih  
Katina Binette  
Priscilla Bittar  
Samuel Blouin  
Michèle Boisclair  
Dominique Boisvert  
Louise Boivin  
Sam Boskey  
Marie Boti  
Monique Boudreau  
Louis Bourque  
Mathieu Boyd  
Marie Brodeur-Gélinas  
Andrée Brosseau  
Nancy Brown  
Rose Burelle  
Ronald Cameron  
Catherine Caron  
Donna Cherniak  
Bill Clennett  
Louise Constant  
Stéphan Coriveau  
Denis Côté  
Denise Couture

Philippe Robert De Massy  
Nicole De Sève  
Anne Delorme  
Annick Desgranges  
Jean-Marie Desroches  
Josée Desrosiers  
Marilyse Devoyault  
Marie Céline Domingue  
Claire Doran  
Michel Dufour  
Marcel Duhaime  
Emmanuel Dupont  
Martine Éloy  
Roland Éloy  
Ariane Émond  
Peter Feldstein  
Nicole Filion  
Ghyslaine Fleury  
Ormsby Ford  
André Francoeur  
Joanne Freeman  
Julie Gabrièle  
Kristiane Gagnon  
Élisabeth Garant  
Diane Gariépy  
Bernard Gauvin  
Lise Gauvreau  
Jacques B. Gélinas  
Normand Gilbert  
Hélène Gobeil  
Wendy Goldsmith  
Marcel Gosselin  
Lise Gratton  
André Gravel  
Lorraine Guay  
Monique Hamelin  
Danny Heap  
David Heap  
Margaret Heap  
Marilyn Hébert  
Carole Henry  
Renée Héту  
Jean-Luc Héту

Nicole Jetté  
Steven Kaal  
Mohamed Kamel  
Stephanie Kelly  
Jooneed Khan  
Roger Labbé  
Éric Labonté  
Nicole Lacelle  
Danièle Lacourse  
Pascal Laforest  
Jacinthe Laforce  
Louis-David Lalancette-Re-naud  
Serge Lalonde  
Ève Lamont  
Roger Lanoue  
Claudie Lavallée  
Marie-Paule Lebel  
Annick Legault  
Étienne Legault  
Raymond Legault  
Denis Lemelin  
Raymond Lemieux  
Francis Lemonde  
Richard Lépine  
Dominique Leprévost  
Andrée Lévesque  
Lucie Lippé  
Abby Lippman  
Suzanne Loiselle  
Geneviève Manceaux  
Alain Marois  
Gilles Marsolais  
Paulina Maya  
Fabiola Mella  
Maguy Métellus  
Céline Métivier  
Doug Miller  
Serge Mongeau  
Charles Montpetit  
Louise Morand  
Christian Nadeau  
Francine Néméh

Amélie Nguyen  
Cindy Ouellet  
Catherine Paquin  
Jean Paré  
Dominique Peschard  
Martin Portocarrero  
Michèle Prince  
Touhami Rachid Raffa  
Christine Renaud  
Gilles Rivet  
Mercédez Roberge  
Nora Robichaud  
Geneviève Rochette  
Louis Rousseau  
Ghislaine Rousseau  
Blanche Roy  
Guy Roy  
François Saillant  
Jean Philippe Sapinski  
Clément Schreiber  
Carol Schwartz  
Gabrielle Servant  
Christiane Sibillotte  
Anne St-Cerny  
Lise St-Pierre  
Pierre-Hugues Sylvestre  
Gérard Talbot  
Gilbert Talbot  
Mario Tardif  
Jean-François Thibaud  
Diane Thibaudeau  
Jeannette Thiffault  
Eve Torres  
Jacques Tousignant  
Carmina Tremblay  
Marie-Laurence Trépanier  
Céline Trudeau  
Claude Vaillancourt  
Constance Vaudrin  
Felipe Vicencio-Heap  
Monique Voisine  
Deena White

### ORGANISATIONS

Antennes de paix  
Association québécoise des amis de Cuba  
Association québécoise des organismes de coopération internationale (AQOCI)  
CALACS de Rimouski  
Centre Avec des Elles  
Centre des femmes d'ici et d'ailleurs  
Centre international de solidarité ouvrière (CISO)  
Centre justice et foi  
Centre ressources pour femmes de Beauport  
Comité condition féminine CCMM-CSN  
Comité d'action en santé sécurité CCMM-CSN  
Comité de solidarité/Trois-Rivières  
Comité droit au travail CCMM-CSN  
Comité éducation CCMM-CSN  
Comité environnement et développement durable CCMM-CSN  
Comité immigration et relations ethnoculturelles CCMM-CSN  
Comité jeunes CCMM-CSN  
Comité LGBT CCMM-CSN  
Comité santé et services sociaux CCMM-CSN  
Comité solidarité internationale CCMM-CSN  
Comité spiritain JPIC  
ConcertAction Femmes Estrie  
Coordination du Québec de la Marche mondiale des femmes (CQMMF)  
Développement et paix Estrie  
Disciples du Divin Maitre  
Exécutif CCMM-CSN  
Fédération autonome de l'enseignement (FAE)  
Fédération des femmes du Québec (FFQ)  
Fédération nationale des enseignantes et des enseignants du Québec (FNEEQ)

Femmes en mouvement  
Front d'action populaire en réaménagement urbain (FRAPRU)  
L'Autre parole  
L'Entraide missionnaire (L'EMI)  
Ligue des droits et libertés (LDL)  
Maison populaire de Joliette  
Mouvement d'éducation populaire et d'action communautaire du Québec (MÉPACQ)  
Oblates franciscaines de Saint-Joseph  
Parti communiste du Québec (PCQ)  
Parti marxiste-léniniste du Québec (PMLQ)  
People for Peace  
Projet Écosphère  
Québec Solidaire (QS)  
Réseau québécois de l'action communautaire autonome (RQ-ACA)  
Sœurs de l'Assomption de Nicolet  
Sœurs auxiliaires  
Sœurs Missionnaires Notre-Dame des Apôtres  
Sœurs des Saints-Cœurs de Jésus et de Marie  
Sœurs des Saints Noms de Jésus et de Marie  
Solidarité populaire Estrie (SPE)  
Syndicat des employés de Développement et Paix  
Syndicat de l'enseignement du Cégep André-Laurendeau (SECAL)  
Syndicat de l'enseignement de l'ouest de Montréal  
Syndicat des enseignantes et enseignants du Cégep Montmorency  
Syndicat du personnel enseignant du Collège Ahuntsic  
Syndicat des travailleurs et travailleuses du CSSS de Bordeaux-Cartierville - CSN  
Table de concertation de solidarité Québec-Cuba

La publication de cette page a été rendue possible grâce aux contributions de plus de 168 individu.e.s et de plus de 57 groupes.

## VIGILE SILENCIEUSE

à la mémoire de *toutes* les victimes des guerres

Mardi 11 novembre 2015, 10h30 à l'intersection des rues Sherbrooke et McGill College (métro McGill)

Pour confirmer le lieu de la vigile : [www.echecalaguerre.org](http://www.echecalaguerre.org) ou [info@echecalaguerre.org](mailto:info@echecalaguerre.org) ou 514 919-7249

## CANADA

SUIITE DE LA PAGE 1

confiance envers nos institutions publiques», écrit les auteurs.

En plus de Jean Charest, le groupe d'experts est formé de Monique Leroux, présidente et chef de la direction du Mouvement Desjardins, Heather Munroe-Blum, ancienne rectrice de l'Université McGill, Kevin Lynch, ancien greffier du Conseil privé, et Jim Dinning, ancien trésorier de l'Alberta. Ils ont mené leur étude depuis plus d'un an à l'invitation du Forum des politiques publiques, un groupe de réflexion non partisan établi à Ottawa.

## Le premier ministre d'abord

«La centralisation extraordinaire des pouvoirs, qui ébranle le fondement de notre démocratie, fait partie de ces facteurs qui sapent la bonne gouvernance», indique le rapport.

En entrevue, Jean Charest reconnaît que tous les premiers ministres au pays — y compris lui-même lorsqu'il était au pouvoir, de 2003 à 2012 — ont tendance à s'approprier la prise de décision.

Cette façon de faire est née sous l'impulsion des réseaux sociaux comme Twitter, qui nécessitent des réponses immédiates et en continu des gouvernements, explique-t-il. Les gouvernements cherchent à parler d'une seule voix au public, ce que Jean Charest a fait en centralisant les communications de tous les ministres à son bureau.

Mais le contrôle de l'information — certains ont parlé de paranoïa — a atteint un sommet sous les conservateurs. Les députés et ministres n'avaient pas le droit d'ouvrir la bouche sans la permission du premier ministre. Les comités parlementaires, qui ont une influence considérable à Londres, par

## La fin de la culture du secret ?

La nouvelle est passée inaperçue, mais en dit long sur la culture du silence qui règne à Ottawa. En pleine campagne électorale, le 11 septembre dernier, la commissaire à l'information du Canada, Suzanne Legault, a entrepris des procédures judiciaires contre le premier ministre pour son refus de rendre publics des documents en lien avec le scandale du Sénat. Le Bureau du conseil privé, le ministère du premier ministre, a enfreint la Loi sur l'accès à l'information en bloquant la diffusion de documents publics, a fait valoir la commissaire Legault.

L'anecdote en dit long sur l'obsession du secret qui règne à Ottawa après neuf années de gouvernement conservateur. «Un des premiers défis du gouvernement Trudeau est d'augmenter la transparence», es-

time François Rocher, professeur à l'École d'études politiques de l'Université d'Ottawa. Il cite les projets de loi omnibus — surnommés «projets de loi mammoth», qui englobent une douzaine d'initiatives différentes — comme un autre exemple de stratégie des conservateurs visant à semer la confusion pour nuire au débat public.

«Justin Trudeau arrive avec cette idée que l'État a un rôle à jouer pour le bien commun», note de son côté Antonia Maioni, professeure de science politique à l'Université McGill. La fonction publique canadienne a poussé un profond soupir de soulagement lors de l'élection des libéraux, note-t-elle. L'expertise de l'appareil d'État sera remise à contribution après des années de mise au rancart par les conservateurs.

exemple, ont été soumis aux diktats du premier ministre. Et la fonction publique, considérée comme compétente et indépendante, a été réduite au silence. Les conservateurs avaient une profonde méfiance envers la bureaucratie, considérée comme «activiste» ou libérale.

«La fonction publique s'est sentie beaucoup dévalorisée dans les dernières années», dit Jean Charest. Elle souhaite avoir un gouvernement qui a des projets et une vision. Elle donne une profondeur à la réflexion, elle éclaire les choix politiques. Tout ça s'est un peu effrité au fil des ans. Cette valorisation de la réflexion s'est perdue. Il y a une confusion entre le personnel politique et la fonction publique.»

Des exemples de politiques importantes issues de la fonction publique? Quand il était ministre de l'Environnement à Ottawa, au début des années 90, la machine gouvernementale a conçu un plan vert ayant mené au bannissement des CFC, qui s'attaquaient à la couche

d'ozone. Jean Charest cite aussi les politiques familiales mises sur pied par la fonction publique québécoise (sous la direction de gouvernements péquiste ou libéral) dans les services de garde et les congés parentaux, entre autres.

**Cette façon de faire est née sous l'impulsion des réseaux sociaux, qui nécessitent des réponses immédiates**

**Laisser parler les élus**  
De la même manière, Jean Charest et son groupe d'experts recommandent la fin de l'omerta pour le conseil des ministres. «Le principe de base remonte à très loin, il remonte aux patriotes: c'est d'avoir un gouvernement responsable. Un gouvernement responsable, c'est un gouvernement qui travaille dans un environnement de décisions collectives. Il faut qu'on revienne à un système où les ministres sont des acteurs politiques qui, dans le cadre du mandat qu'ils reçoivent du premier ministre, ont une certaine indépendance. Il faut donner plus d'autonomie aux ministres pour qu'ils puissent faire leur travail.»

A Ottawa comme à Québec, le Bu-

reau du premier ministre nomme les chefs de cabinet des ministres. Le personnel politique des ministres est redevable au premier ministre. Le groupe d'experts recommande de laisser les ministres gérer eux-mêmes leurs employés.

Autre signe de l'érosion de la démocratie à Ottawa, la bataille du gouvernement Harper contre les institutions qui font contrepoids au pouvoir — notamment les médias, le vérificateur général, la commissaire à l'information ou même la juge en chef de la Cour suprême. Cette tension entre l'exécutif et la Cour suprême a «beaucoup étonné» le groupe d'experts, indique Jean Charest.

«Ça a attiré l'attention, c'est sûr. On a vu ça comme étant vraiment un cas d'espèce, particulier au gouvernement de M. Harper. C'est sûr qu'un gouvernement peut vivre de la frustration par rapport à une décision de la Cour suprême. Ça m'est arrivé. Mais ça fait partie de la vie et de la démocratie. La première mission d'un législateur, c'est de respecter et de soutenir les institutions qui en font l'examen.»

Le Devoir

## MONSTRES

SUIITE DE LA PAGE 1

enfants de plus de 160 pays.

A la CSDL, les fonds amassés par les enfants au moyen de ces boîtes blanc et bleu serviront plutôt à financer des projets en tous genres se déroulant dans les écoles du réseau, a appris *Le Devoir*.

Près d'une trentaine d'établissements primaires sur les 54 que compte la CSDL participeraient à l'initiative, qui s'ajoute à d'autres visant à amasser des fonds pour les activités scolaires. À l'école Les Explorateurs, par exemple, une première campagne de financement s'est déroulée du 7 au 30 octobre. Dès le lendemain, les enfants doivent solliciter à nouveau de l'argent avec ces boîtes-tirelignes, déplore Guy Bellemare, le président du Syndicat de l'enseignement région Laval (SERL).

«La symbolique est très forte. Alors que les boîtes de l'UNICEF avaient également un but pédagogique en sensibilisant les enfants à la pauvreté dans le monde, la CSDL utilise ses enfants pour pallier les compressions budgétaires. C'est choquant.»

«En sommes-nous véritablement rendus là au Québec pour financer l'école publique? s'interroge-t-il. On va accrocher des tirelignes dans le cou des enfants pour aller chercher, à coups de 25 cents, des fonds pour financer des projets qui devraient être assurés par l'État?»

La campagne n'en est pas à sa première édition, soutient le secrétaire général de la CSDL, Jean-Pierre Archambault. L'an dernier, cette collecte a eu lieu dans 36 écoles primaires et a rapporté 25 400 \$ au profit de la Fondation scolaire de Laval, un organisme à but non lucratif, autonome et indépendant de la commission scolaire, dont le seul bénéficiaire est la CSDL. Chaque école reçoit automatiquement la moitié des fonds amassés par ses enfants le soir de l'Halloween, pour réaliser ses projets pédagogiques. Les écoles participantes auraient donc hérité de 350 \$ en moyenne au lendemain de l'Halloween 2014.

«En sommes-nous véritablement rendus là au Québec pour financer l'école publique?»

Guy Bellemare déplore en outre cette formule, grâce à laquelle les écoles situées dans des quartiers plus fortunés pourraient être plus avantagées que celles situées dans des quartiers plus pauvres. «Ça me déçoit, ça me choque. C'est injuste», déplore-t-il.

Les parents prévenus Afin de prévenir les parents et leur expliquer cette démarche, les directions des écoles participantes leur ont acheminé une lettre dans laquelle il est notamment écrit que le conseil d'établissement a donné le feu vert au projet. Le président de la Fondation scolaire de Laval, Guy Laberge, propose aux parents, dans une lettre distincte, d'encourager leur enfant à présenter cette tirelire à tous les parents, amis et voisins qu'il rencontrera à compter d'aujourd'hui et à la porter fièrement lors de sa collecte de bonbons de l'Halloween.

Le porte-parole de la CSDL, Jean-Pierre Archambault, se défend pourtant bien d'exploiter les enfants en leur demandant de solliciter des fonds au nom de la Fondation. «A plus forte raison, quand l'argent se fait plus rare [il faut] continuer des initiatives du genre», dit M. Archambault, en référence aux vagues successives de compressions budgétaires imposées aux commissions scolaires du Québec.

«Les Canadiens sont habitués à ces boîtes-tirelignes à l'Halloween. On associe cet élément mercantile à l'Halloween. [...] Ce n'est pas nécessairement négatif pour un enfant de voir que certains projets vont pouvoir être réalisés, et on salue cette initiative de la Fondation scolaire de Laval.»

D'autres organismes ont également tenté de prendre le relais des boîtes-tirelignes UNICEF depuis la fin de cette campagne de financement au Canada, en 2006, fait-il remarquer.

De son côté, le ministre de l'Éducation François Blais s'est fait avare de commentaires. «C'est le choix de la Commission scolaire, des parents, des enfants de solliciter des fonds de cette façon-là», a dit Julie White, porte-parole de M. Blais.

Même si les boîtes orange et noir et le tintement des pièces d'argent ont disparu de la tradition de l'Halloween depuis une dizaine d'années, la Journée nationale de l'UNICEF, qui se tient chaque année le 31 octobre, se poursuit, ajoute pour sa part Nancy Radford, porte-parole de l'organisme onusien au Canada. La population canadienne a recueilli plus de 100 millions de dollars au fil des années, et 28,5 millions d'enfants ont pu avoir accès à l'éducation grâce à la campagne.

Le Devoir

## FIL

SUIITE DE LA PAGE 1

sans qu'il ne songe à se laisser chuter... pour de bon.

«La mort, j'y pense tous les jours. Je vais paraître un peu trash, mais quand les gens disent que je suis courageux, c'est de la foutaise. On n'a juste pas le choix. Ai-je vraiment une autre option?»

Maxime amorçait une carrière prometteuse quand il a chuté, en février 2013, lors d'une prestation donnée dans le Sultanat d'Oman pour une compagnie d'événements québécoise. Lors d'un enchaînement au sol sur trampoline, il rate son atterrissage, retombe sec sur la tête et se fracture deux vertèbres au cou.

Emporté en ambulance, il reprend vaguement conscience à l'hôpital au terme d'un coma dont il émerge branché à un ventilateur, rendu muet par une trachéotomie. Moelle épinière sectionnée. Diagnostic de tétraplégie à vie. Rapatrié à l'unité des soins intensifs de l'hôpital du Sacré-Cœur, à Montréal, il amorce alors une longue et douloureuse réadaptation.

## Muscle par muscle

«On m'avait dit que je serais ventilodépendant toute ma vie», dit-il. Mais à coups de quelques minutes par jour, Maxime parvient à se libérer de cet appareil, s'étouffant par moments dans ses sécrétions. Il réédifie un à un les muscles de son diaphragme. Puis s'amorce la dure reconquête des fibres musculaires encore «connectées» à ses membres, avec l'espoir qu'un athlète comme lui déjoue les plus noirs pronostics.

«Les premiers mois ont été une succession de deuils, à me battre contre les pronostics, l'isolement et la dépression. À cause d'une bactérie multirésistante contractée à Oman, j'étais isolé 24 heures par jour pendant quatre mois», raconte-t-il.

Après ce cauchemar, il est transféré au Centre de réadaptation Lucie-Bruneau, où s'envolent ses dernières illusions au terme de huit mois de réadaptation. S'il retrouve la motricité des épaules et des bras, les puissants avant-bras et les mains de Maxime restent figés à jamais.

«Le pire, c'est de réaliser qu'il n'y avait plus de progrès possible.» Mal-



JAY ERVENS PHOTOGRAPHY

Dans *Hook Up - Un cabaret sans lendemain*, Maxime Girard raconte l'histoire de personnages qui vivent sans craindre ce qui peut leur arriver.

gré sa condition difficile, naît lentement chez le jeune artiste une rage face à ce qu'il voit autour de lui. Blessé sur son lieu de travail, il a droit à une indemnisation et à des prestations d'invalidité à vie, contrairement à plusieurs autres blessés de la moelle épinière qui se retrouvent Gros-Jean comme devant. Il touche assez d'argent pour pouvoir s'acheter un appartement et se doter d'équipements essentiels pour lui assurer un minimum d'autonomie. «La plupart des gens se ramassent sans indemnités, sinon l'équivalent du bien-être social. Juste aménager mon appartement pour un fauteuil roulant a coûté 30 000 \$.

Quand tu tombes dans un escalier, la CSST ou la SAAQ ne sont pas là pour t'aider», déplore-t-il. Créer une fondation pour aider les «plus mal brisés que lui» devient la petite bougie qui lui permet de naviguer entre les zones de noirceur. «Créer cette fondation, c'est possible parce que j'ai une aide financière. Ça me permet d'aider ces gens-là en m'aidant moi-même», confie-t-il, accroché à cette parcelle d'espoir.

## S'accrocher

Mise sur pied en février 2015, la Fondation 33 — pour les 33 os qui forment la colonne vertébrale — a

présenté en mai à Dolbeau, lieu de naissance de Maxime, un premier spectacle-bénéfice pour les personnes victimes d'un traumatisme de la moelle épinière. La Fondation 33 fera ses premiers pas à Montréal dans les studios du Cirque Éloize les 20 et 21 novembre lors du spectacle *Hook Up*, imaginé par Maxime lors de ses innombrables nuits d'insomnie.

## Chaos organisé

Clin d'œil aux prostituées qui tiennent bordel dans son histoire, *Hook Up* évoque aussi ce besoin de s'accrocher, à ce qui reste d'un passé effrité et d'un avenir aux contours incertains. «Bienvenue dans mon antre, mon bordel, mon chaos organisé. J'ai appelé ça Cabaret sans lendemain parce que je veux parler de ces moments où l'on fait tout sans arrière-pensée, sans penser à ce qui va arriver.» Redire, encore et encore, cette insoutenable légèreté de l'être, dont il parle désormais au passé.

Malgré ses projets, son incroyable résilience, Maxime demeure froidement lucide face à l'avenir. «Je sais que les gens vont dire: "Oh, il s'en est bien tiré! Wow! Beau projet!" Mais je vais te dire, je ne considère pas que je vis, dit-il

crument. Je survie. Pour moi, le verre a toujours été vide ou plein, pas rempli à moitié. Encore aujourd'hui, j'aurais préféré mourir dans l'accident. Je n'ai jamais pensé devenir le personnage secondaire de ma propre vie.»

La gorge asséchée par l'entrevue, Maxime demande que la journaliste porte à sa bouche la paille qui lui permettra d'engloutir le grand verre d'eau bien plein, préparé pour éteindre sa soif, avant d'aller placarder lui-même les affiches de son prochain spectacle-bénéfice. Un copain, ex-colègue de cirque, est venu lui prêter main-forte. Le véhicule de transport adapté vient d'arriver. Dans ses mains, Maxime tient les capsules de médicaments qu'il doit prendre pour le reste de la journée et sur ses genoux, son ordinateur portable. «Il faut je le fasse. Pour la fondation, et pour parler de la réalité des personnes qui vivent comme moi. Ce n'est pas un spectacle, c'est un projet d'aide, c'est ce qui me permet de continuer, pour le moment.»

Le Devoir

Pour plus d'informations: [www.fondation33.com](http://www.fondation33.com)

## Précision

Le Cirque du Soleil a assumé les frais du voyage en Louisiane de notre journaliste Caroline Montpetit pour les articles «Toruk prend son envol» et «Le Cirque du Soleil construit une salle en Chine», publiés les 29 et 30 octobre.

## LE DEVOIR

Les bureaux du *Devoir* sont situés au 2050, rue De Bleury, 9<sup>e</sup> étage, Montréal (Québec), H3A 3M9 ☎ Place-des-Arts Ils sont ouverts du lundi au vendredi de 8h30 à 17h Renseignements et administration : 514 985-3333



Le Devoir sur [ledevoir.com](http://ledevoir.com)



sur Facebook et sur Twitter

## La rédaction

Au téléphone 514 985-3333 / 418 643-1541  
Par courriel [redaction@ledevoir.com](mailto:redaction@ledevoir.com)  
Par télécopieur 514 985-3360

## Publicité

Au téléphone 514 985-3399  
Extérieur de Montréal (sans frais) 1 800 363-0305  
Par télécopieur 514 985-3390

## Avis publics et appels d'offres

Au téléphone 514 985-3344  
Par courriel [avisdev@ledevoir.com](mailto:avisdev@ledevoir.com)  
Par télécopieur 514 985-3340

## Petites annonces et publicité par regroupement

Au téléphone 514 985-3322  
Par télécopieur 514 985-3340

## Abonnements (lundi à vendredi, 7 h 30 à 16 h 30)

Au téléphone 514 985-3355  
Extérieur de Montréal (sans frais) 1 800 463-7559  
Par courriel [abonnements@ledevoir.com](mailto:abonnements@ledevoir.com)  
Par télécopieur 514 985-5967

## Agenda culturel

Par courriel [agenda@ledevoir.com](mailto:agenda@ledevoir.com)